



PARIS 2015
UN CLIMATE CHANGE CONFERENCE
COP21.CMP11

ACCORD DE PARIS



Accord de Paris

Les Parties au présent Accord,

Étant Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, ci-après dénommée « la Convention »,

Agissant en application de la plateforme de Durban pour une action renforcée adoptée par la décision 1/CP.17 de la Conférence des Parties à la Convention à sa dix-septième session,

Soucieuses d'atteindre l'objectif de la Convention, et guidées par ses principes, y compris le principe de l'équité et des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives, eu égard aux différentes situations nationales,

Reconnaissant la nécessité d'une riposte efficace et progressive à la menace pressante des changements climatiques en se fondant sur les meilleures connaissances scientifiques disponibles,

Reconnaissant aussi les besoins spécifiques et la situation particulière des pays en développement Parties, surtout de ceux qui sont particulièrement vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques, comme le prévoit la Convention,

Tenant pleinement compte des besoins spécifiques et de la situation particulière des pays les moins avancés en ce qui concerne le financement et le transfert de technologies,

Reconnaissant que les Parties peuvent être touchées non seulement par les changements climatiques, mais aussi par les effets des mesures de riposte à ces changements,

Soulignant que l'action et la riposte face aux changements climatiques et les effets des changements climatiques sont intrinsèquement liés à un accès équitable au développement durable et à l'élimination de la pauvreté,

Reconnaissant la priorité fondamentale consistant à protéger la sécurité alimentaire et à venir à bout de la faim, et la vulnérabilité particulière des systèmes de production alimentaire aux effets néfastes des changements climatiques,

Tenant compte des impératifs d'une transition juste pour la population active et de la création d'emplois décents et de qualité conformément aux priorités de développement définies au niveau national,

Conscientes que les changements climatiques sont un sujet de préoccupation pour l'humanité tout entière et que, lorsqu'elles prennent des mesures face à ces changements, les Parties devraient respecter, promouvoir et prendre en





considération leurs obligations respectives concernant les droits de l'Homme, le droit à la santé, les droits des peuples autochtones, des communautés locales, des migrants, des enfants, des personnes handicapées et des personnes en situation vulnérable et le droit au développement, ainsi que l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et l'équité entre les générations,

Reconnaissant l'importance de la conservation et, le cas échéant, du renforcement des puits et réservoirs des gaz à effet de serre visés dans la Convention,

Notant qu'il importe de veiller à l'intégrité de tous les écosystèmes, y compris les océans, et à la protection de la biodiversité, reconnue par certaines cultures comme la Terre nourricière, et notant l'importance pour certains de la notion de « justice climatique », dans l'action menée face aux changements climatiques,

Affirmant l'importance de l'éducation, de la formation, de la sensibilisation, de la participation du public, de l'accès de la population à l'information et de la coopération à tous les niveaux sur les questions traitées dans le présent Accord,

Reconnaissant l'importance de la participation des pouvoirs publics à tous les niveaux et des divers acteurs, conformément aux législations nationales respectives des Parties, dans la lutte contre les changements climatiques,

Reconnaissant également que des modes de vie durables et des modes durables de consommation et de production, les pays développés Parties montrant la voie, jouent un rôle important pour faire face aux changements climatiques,

Sont convenues de ce qui suit :

Article premier

Aux fins du présent Accord, les définitions énoncées à l'article premier de la Convention sont applicables. En outre :

- a) On entend par « Convention » la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, adoptée à New York le 9 mai 1992;
- b) On entend par « Conférence des Parties » la Conférence des Parties à la Convention;
- c) On entend par « Partie » une Partie au présent Accord.

Article 2

1. Le présent Accord, en contribuant à la mise en oeuvre de la Convention, notamment de son objectif, vise à renforcer la riposte mondiale à la menace des changements climatiques, dans le contexte du développement durable et de la





lutte contre la pauvreté, notamment en :

a) Contenant l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels et en poursuivant l'action menée pour limiter l'élévation de la température à 1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels, étant entendu que cela réduirait sensiblement les risques et les effets des changements climatiques;

b) Renforçant les capacités d'adaptation aux effets néfastes des changements climatiques et en promouvant la résilience à ces changements et un développement à faible émission de gaz à effet de serre, d'une manière qui ne menace pas la production alimentaire;

c) Rendant les flux financiers compatibles avec un profil d'évolution vers un développement à faible émission de gaz à effet de serre et résilient aux changements climatiques.

2. Le présent Accord sera appliqué conformément à l'équité et au principe des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives, eu égard aux différentes situations nationales.

Article 3

À titre de contributions déterminées au niveau national à la riposte mondiale aux changements climatiques, il incombe à toutes les Parties d'engager et de communiquer des efforts ambitieux au sens des articles 4, 7, 9, 10, 11 et 13 en vue de réaliser l'objet du présent Accord tel qu'énoncé à l'article 2. Les efforts de toutes les Parties représenteront une progression dans le temps, tout en reconnaissant la nécessité d'aider les pays en développement Parties pour que le présent Accord soit appliqué efficacement.

Article 4

1. En vue d'atteindre l'objectif de température à long terme énoncé à l'article 2, les Parties cherchent à parvenir au plafonnement mondial des émissions de gaz à effet de serre dans les meilleurs délais, étant entendu que le plafonnement prendra davantage de temps pour les pays en développement Parties, et à opérer des réductions rapidement par la suite conformément aux meilleures données scientifiques disponibles de façon à parvenir à un équilibre entre les émissions anthropiques par les sources et les absorptions anthropiques par les puits de gaz à effet de serre au cours de la deuxième moitié du siècle, sur la base de l'équité,





et dans le contexte du développement durable et de la lutte contre la pauvreté.

2. Chaque Partie établit, communique et actualise les contributions déterminées au niveau national successives qu'elle prévoit de réaliser. Les Parties prennent des mesures internes pour l'atténuation en vue de réaliser les objectifs desdites contributions.

3. La contribution déterminée au niveau national suivante de chaque Partie représentera une progression par rapport à la contribution déterminée au niveau national antérieure et correspondra à son niveau d'ambition le plus élevé possible, compte tenu de ses responsabilités communes mais différenciées et de ses capacités respectives, eu égard aux différentes situations nationales.

4. Les pays développés Parties devraient continuer de montrer la voie en assumant des objectifs de réduction des émissions en chiffres absolus à l'échelle de l'économie. Les pays en développement Parties devraient continuer d'accroître leurs efforts d'atténuation, et sont encouragés à passer progressivement à des objectifs de réduction ou de limitation des émissions à l'échelle de l'économie eu égard aux différentes situations nationales.

5. Un appui est fourni aux pays en développement Parties pour l'application du présent article, conformément aux articles 9, 10 et 11, étant entendu qu'un appui renforcé en faveur des pays en développement Parties leur permettra de prendre des mesures plus ambitieuses.

6. Les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement peuvent établir et communiquer des stratégies, plans et mesures de développement à faible émission de gaz à effet de serre correspondant à leur situation particulière.

7. Les retombées bénéfiques, dans le domaine de l'atténuation, des mesures d'adaptation et/ou des plans de diversification économique des Parties peuvent contribuer aux résultats d'atténuation en application du présent article.

8. En communiquant leurs contributions déterminées au niveau national, toutes les Parties présentent l'information nécessaire à la clarté, la transparence et la compréhension conformément à la décision 1/CP.21 et à toutes les décisions pertinentes de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au présent Accord.

9. Chaque Partie communique une contribution déterminée au niveau national tous les cinq ans conformément à la décision 1/CP.21 et à toutes les décisions pertinentes de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au présent Accord de Paris et en tenant compte des résultats du bilan mondial prévu à l'article 14.





10. La Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au présent Accord examine des calendriers communs pour les contributions déterminées au niveau national à sa première session.

11. Une Partie peut à tout moment modifier sa contribution déterminée au niveau national afin d'en relever le niveau d'ambition, conformément aux directives adoptées par la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au présent Accord.

12. Les contributions déterminées au niveau national communiquées par les Parties sont consignées dans un registre public tenu par le secrétariat.

13. Les Parties rendent compte de leurs contributions déterminées au niveau national. Dans la comptabilisation des émissions et des absorptions anthropiques correspondant à leurs contributions déterminées au niveau national, les Parties promeuvent l'intégrité environnementale, la transparence, l'exactitude, l'exhaustivité, la comparabilité et la cohérence, et veillent à ce qu'un double comptage soit évité, conformément aux directives adoptées par la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au présent Accord.

14. Dans le contexte de leurs contributions déterminées au niveau national, lorsqu'elles indiquent et appliquent des mesures d'atténuation concernant les émissions et les absorptions anthropiques, les Parties devraient tenir compte, selon qu'il convient, des méthodes et des directives en vigueur conformément à la Convention, compte tenu des dispositions du paragraphe 13 du présent article.

15. Les Parties tiennent compte, dans la mise en oeuvre du présent Accord, des préoccupations des Parties dont l'économie est particulièrement touchée par les effets des mesures de riposte, en particulier les pays en développement Parties.

16. Les Parties, y compris les organisations régionales d'intégration économique et leurs États membres, qui se sont mises d'accord pour agir conjointement en application du paragraphe 2 du présent article, notifient au secrétariat les termes de l'accord pertinent, y compris le niveau d'émissions attribué à chaque Partie pendant la période considérée, au moment de communiquer leurs contributions déterminées au niveau national. Le secrétariat informe à son tour les Parties à la Convention et les signataires des termes de l'accord.

17. Chaque Partie à un accord de ce type est responsable de son niveau d'émissions indiqué dans l'accord visé au paragraphe 16 du présent article conformément aux paragraphes 13 et 14 du présent article et aux articles 13 et 15.

18. Si des Parties agissant conjointement le font dans le cadre d'une organisation régionale d'intégration économique qui est elle-même partie au présent Accord, et



en concertation avec elle, chaque État membre de cette organisation régionale d'intégration économique, à titre individuel et conjointement avec l'organisation régionale d'intégration économique, est responsable de son niveau d'émissions indiqué dans l'accord communiqué en application du paragraphe 16 du présent article conformément aux paragraphes 13 et 14 du présent article et aux articles 13 et 15.

19. Toutes les Parties devraient s'employer à formuler et communiquer des stratégies à long terme de développement à faible émission de gaz à effet de serre, en gardant à l'esprit l'article 2 compte tenu de leurs responsabilités communes mais différenciées et de leurs capacités respectives, eu égard aux différentes situations nationales.

Article 5

1. Les Parties devraient prendre des mesures pour conserver et, le cas échéant, renforcer les puits et réservoirs de gaz à effet de serre comme le prévoit l'alinéa d) du paragraphe 1 de l'article 4 de la Convention, notamment les forêts.

2. Les Parties sont invitées à prendre des mesures pour appliquer et étayer, notamment par des versements liés aux résultats, le cadre existant défini dans les directives et les décisions pertinentes déjà adoptées en vertu de la Convention pour : les démarches générales et les mesures d'incitation positive concernant les activités liées à la réduction des émissions résultant du déboisement et de la dégradation des forêts, et le rôle de la conservation, de la gestion durable des forêts et de l'accroissement des stocks de carbone forestiers dans les pays en développement; et d'autres démarches générales, notamment des démarches conjointes en matière d'atténuation et d'adaptation pour la gestion intégrale et durable des forêts, tout en réaffirmant qu'il importe de promouvoir, selon qu'il convient, les avantages non liés au carbone associés à de telles démarches.

Article 6

1. Les Parties reconnaissent que certaines Parties décident de coopérer volontairement dans la mise en oeuvre de leurs contributions déterminées au niveau national pour relever le niveau d'ambition de leurs mesures d'atténuation et d'adaptation et pour promouvoir le développement durable et l'intégrité environnementale.

2. Les Parties, lorsqu'elles mènent à titre volontaire des démarches concertées





passant par l'utilisation de résultats d'atténuation transférés au niveau international aux fins des contributions déterminées au niveau national, promeuvent le développement durable et garantissent l'intégrité environnementale et la transparence, y compris en matière de gouvernance, et appliquent un système fiable de comptabilisation, afin notamment d'éviter un double comptage, conformément aux directives adoptées par la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au présent Accord.

3. L'utilisation de résultats d'atténuation transférés au niveau international pour réaliser les contributions déterminées au niveau national en vertu du présent Accord revêt un caractère volontaire et est soumise à l'autorisation des Parties participantes.

4. Il est établi un mécanisme pour contribuer à l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre et promouvoir le développement durable, placé sous l'autorité de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au présent Accord, dont il suit les directives, à l'intention des Parties, qui l'utilisent à titre volontaire. Il est supervisé par un organe désigné par la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au présent Accord, et a pour objet de :

a) Promouvoir l'atténuation des émissions de gaz à effet de serre tout en favorisant le développement durable;

b) Promouvoir et faciliter la participation à l'atténuation des gaz à effet de serre d'entités publiques et privées autorisées par une Partie;

c) Contribuer à la réduction des niveaux d'émissions dans la Partie hôte, qui bénéficiera d'activités d'atténuation donnant lieu à des réductions d'émissions qui peuvent aussi être utilisées par une autre Partie pour remplir sa contribution déterminée au niveau national;

d) Permettre une atténuation globale des émissions mondiales.

5. Les réductions d'émissions résultant du mécanisme visé au paragraphe 4 du présent article ne sont pas utilisées pour établir la réalisation de la contribution déterminée au niveau national de la Partie hôte, si elles sont utilisées par une autre Partie pour établir la réalisation de sa propre contribution déterminée au niveau national.

6. La Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au présent Accord de Paris veille à ce qu'une part des fonds provenant d'activités menées au titre du mécanisme visé au paragraphe 4 du présent article soit utilisée pour couvrir les dépenses administratives ainsi que pour aider les pays en développement Parties qui sont particulièrement vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques à financer le coût de l'adaptation.





7. La Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au présent Accord de Paris adopte des règles, des modalités et des procédures pour le mécanisme visé au paragraphe 4 du présent article à sa première session.

8. Les Parties reconnaissent l'importance de disposer de démarches non fondées sur le marché intégrées, globales et équilibrées pour les aider dans la mise en oeuvre de leur contribution déterminée au niveau national, dans le contexte du développement durable et de l'élimination de la pauvreté, d'une manière coordonnée et efficace, notamment par l'atténuation, l'adaptation, le financement, le transfert de technologies et le renforcement des capacités, selon qu'il convient. Ces démarches visent à :

- a) Promouvoir l'ambition en matière d'atténuation et d'adaptation;
- b) Renforcer la participation des secteurs public et privé à la mise en oeuvre des contributions déterminées au niveau national;
- c) Faciliter des possibilités de coordination entre les instruments et les dispositifs institutionnels pertinents.

9. Il est défini un cadre pour les démarches non fondées sur le marché en matière de développement durable afin de promouvoir les démarches non fondées sur le marché visées au paragraphe 8 du présent article.

Article 7

1. Les Parties établissent l'objectif mondial en matière d'adaptation consistant à renforcer les capacités d'adaptation, à accroître la résilience aux changements climatiques et à réduire la vulnérabilité à ces changements, en vue de contribuer au développement durable et de garantir une riposte adéquate en matière d'adaptation dans le contexte de l'objectif de température énoncé à l'article 2.

2. Les Parties reconnaissent que l'adaptation est un défi mondial qui se pose à tous, comportant des dimensions locales, infranationales, nationales, régionales et internationales, et que c'est un élément clef de la riposte mondiale à long terme face aux changements climatiques, à laquelle elle contribue, afin de protéger les populations, les moyens d'existence et les écosystèmes, en tenant compte des besoins urgents et immédiats des pays en développement Parties qui sont particulièrement vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques.

3. Les efforts d'adaptation des pays en développement Parties sont reconnus conformément aux modalités qui seront adoptées par la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au présent Accord, à sa première session.

4. Les Parties reconnaissent que le besoin actuel d'adaptation est important,





que des niveaux d'atténuation plus élevés peuvent réduire la nécessité d'efforts supplémentaires d'adaptation, et que des besoins d'adaptation plus élevés peuvent entraîner des coûts d'adaptation plus importants.

5. Les Parties reconnaissent que l'action pour l'adaptation devrait suivre une démarche impulsée par les pays, sensible à l'égalité des sexes, participative et totalement transparente, prenant en considération les groupes, les communautés et les écosystèmes vulnérables, et devrait tenir compte et s'inspirer des meilleures données scientifiques disponibles et, selon qu'il convient, des connaissances traditionnelles, du savoir des peuples autochtones et des systèmes de connaissances locaux, en vue d'intégrer l'adaptation dans les politiques et les mesures socioéconomiques et environnementales pertinentes, s'il y a lieu.

6. Les Parties reconnaissent l'importance de l'appui et de la coopération internationale aux efforts d'adaptation et la nécessité de prendre en considération les besoins des pays en développement Parties, notamment de ceux qui sont particulièrement vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques.

7. Les Parties devraient intensifier leur coopération en vue d'améliorer l'action pour l'adaptation, compte tenu du Cadre de l'adaptation de Cancún, notamment afin :

a) D'échanger des renseignements, des bonnes pratiques, des expériences et des enseignements, y compris, selon qu'il convient, pour ce qui est des connaissances scientifiques, de la planification, des politiques et de la mise en oeuvre relatives aux mesures d'adaptation;

b) De renforcer les dispositifs institutionnels, notamment ceux relevant de la Convention qui concourent à l'application du présent Accord, pour faciliter la synthèse des informations et des connaissances pertinentes et la fourniture d'un appui et de conseils techniques aux Parties;

c) D'améliorer les connaissances scientifiques sur le climat, y compris la recherche, l'observation systématique du système climatique et les systèmes d'alerte précoce, d'une manière qui soutienne les services climatiques et appuie la prise de décisions;

d) D'aider les pays en développement Parties à recenser les pratiques efficaces et les besoins en matière d'adaptation, les priorités, l'appui fourni et l'appui reçu aux mesures et efforts d'adaptation, ainsi que les problèmes et les lacunes selon des modalités qui promeuvent les bonnes pratiques;

e) D'accroître l'efficacité et la pérennité des mesures d'adaptation.

8. Les institutions et les organismes spécialisés des Nations Unies sont invités à appuyer les efforts des Parties visant à réaliser les mesures définies au





paragraphe 7 du présent article, compte tenu des dispositions du paragraphe 5 du présent article.

9. Chaque Partie entreprend, selon qu'il convient, des processus de planification de l'adaptation et met en oeuvre des mesures qui consistent notamment à mettre en place ou à renforcer des plans, politiques et/ou contributions utiles, y compris en faisant intervenir :

a) La réalisation de mesures, d'engagements et/ou d'efforts dans le domaine de l'adaptation;

b) Le processus visant à formuler et réaliser des plans nationaux d'adaptation;

c) L'évaluation des effets des changements climatiques et de la vulnérabilité à ces changements en vue de formuler des mesures prioritaires déterminées au niveau national, compte tenu des populations, des lieux et des écosystèmes vulnérables;

d) Le suivi et l'évaluation des plans, des politiques, des programmes et des mesures d'adaptation et les enseignements à retenir;

e) Le renforcement de la résilience des systèmes socioéconomiques et écologiques, notamment par la diversification économique et la gestion durable des ressources naturelles.

10. Chaque Partie devrait, selon qu'il convient, présenter et actualiser périodiquement une communication relative à l'adaptation, où pourront figurer ses priorités, ses besoins en matière de mise en oeuvre et d'appui, ses projets et ses mesures, sans imposer de charge supplémentaire aux pays en développement Parties.

11. La communication relative à l'adaptation dont il est question au paragraphe 10 du présent article est, selon qu'il convient, soumise et actualisée périodiquement, intégrée à d'autres communications ou documents ou présentée parallèlement, notamment dans un plan national d'adaptation, dans une contribution déterminée au niveau national conformément au paragraphe 2 de l'article 4, et/ou dans une communication nationale.

12. La communication relative à l'adaptation mentionnée au paragraphe 10 du présent article est consignée dans un registre public tenu par le secrétariat.

13. Un appui international renforcé est fourni en permanence aux pays en développement Parties aux fins de l'application des paragraphes 7, 9, 10 et 11 du présent article, conformément aux dispositions des articles 9, 10 et 11.

14. Le bilan mondial prévu à l'article 14 vise notamment à :

a) Prendre en compte les efforts d'adaptation des pays en développement Parties;





- b) Renforcer la mise en oeuvre de mesures d'adaptation en tenant compte de la communication sur l'adaptation mentionnée au paragraphe 10 du présent article;
- c) Examiner l'adéquation et l'efficacité de l'adaptation et de l'appui fourni en matière d'adaptation;
- d) Examiner les progrès d'ensemble accomplis dans la réalisation de l'objectif mondial en matière d'adaptation énoncé au paragraphe 1 du présent article.

Article 8

1. Les Parties reconnaissent la nécessité d'éviter les pertes et préjudices liés aux effets néfastes des changements climatiques, notamment les phénomènes météorologiques extrêmes et les phénomènes qui se manifestent lentement, de les réduire au minimum et d'y remédier, ainsi que le rôle joué par le développement durable dans la réduction du risque de pertes et préjudices.

2. Le Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques est placé sous l'autorité de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au présent Accord, dont il suit les directives, et peut être amélioré et renforcé conformément aux décisions de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au présent Accord.

3. Les Parties devraient améliorer la compréhension, l'action et l'appui, notamment par le biais du Mécanisme international de Varsovie, selon que de besoin, dans le cadre de la coopération et de la facilitation, eu égard aux pertes et préjudices liés aux effets néfastes des changements climatiques.

4. En conséquence, les domaines de coopération et de facilitation visant à améliorer la compréhension, l'action et l'appui sont notamment les suivants :

- a) Les systèmes d'alerte précoce;
- b) La préparation aux situations d'urgence;
- c) Les phénomènes qui se manifestent lentement;
- d) Les phénomènes susceptibles de causer des pertes et préjudices irréversibles et permanents;
- e) L'évaluation et la gestion complètes des risques;
- f) Les dispositifs d'assurance dommages, la mutualisation des risques climatiques et les autres solutions en matière d'assurance;
- g) Les pertes autres qu'économiques;
- h) La résilience des communautés, des moyens de subsistance et des écosystèmes.

5. Le Mécanisme international de Varsovie collabore avec les organes et





groupes d'experts relevant de l'Accord, ainsi qu'avec les organisations et les organes d'experts compétents qui n'en relèvent pas.

Article 9

1. Les pays développés Parties fournissent des ressources financières pour venir en aide aux pays en développement Parties aux fins tant de l'atténuation que de l'adaptation dans la continuité de leurs obligations au titre de la Convention.

2. Les autres Parties sont invitées à fournir ou à continuer de fournir ce type d'appui à titre volontaire.

3. Dans le cadre d'un effort mondial, les pays développés Parties devraient continuer de montrer la voie en mobilisant des moyens de financement de l'action climatique provenant d'un large éventail de sources, d'instruments et de filières, compte tenu du rôle notable que jouent les fonds publics, par le biais de diverses actions, notamment en appuyant des stratégies impulsées par les pays et en tenant compte des besoins et des priorités des pays en développement Parties. Cette mobilisation de moyens de financement de l'action climatique devrait représenter une progression par rapport aux efforts antérieurs.

4. La fourniture de ressources financières accrues devrait viser à parvenir à un équilibre entre l'adaptation et l'atténuation, en tenant compte des stratégies impulsées par les pays et des priorités et besoins des pays en développement Parties, notamment de ceux qui sont particulièrement vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques et dont les capacités sont très insuffisantes comme les pays les moins avancés, et les petits États insulaires en développement, eu égard à la nécessité de prévoir des ressources d'origine publique et sous forme de dons pour l'adaptation.

5. Les pays développés Parties communiquent tous les deux ans des informations quantitatives et qualitatives à caractère indicatif ayant trait aux paragraphes 1 et 3 du présent article, selon qu'il convient, notamment, s'ils sont disponibles, les montants prévus des ressources financières publiques à accorder aux pays en développement Parties. Les autres Parties qui fournissent des ressources sont invitées à communiquer ces informations tous les deux ans à titre volontaire.

6. Le bilan mondial prévu à l'article 14 prendra en compte les informations pertinentes communiquées par les pays développés Parties et/ou les organes créés en vertu de l'Accord sur les efforts liés au financement de l'action climatique.

7. Les pays développés Parties communiquent tous les deux ans des informations transparentes et cohérentes sur l'appui fourni aux pays en développement Parties





et mobilisé par des interventions publiques, conformément aux modalités, procédures et lignes directrices que la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au présent Accord adoptera à sa première session, comme il est prévu au paragraphe 13 de l'article 13. Les autres Parties sont invitées à faire de même.

8. Le Mécanisme financier de la Convention, y compris ses entités fonctionnelles, remplit les fonctions de mécanisme financier du présent Accord.

9. Les institutions concourant à l'application du présent Accord, y compris les entités fonctionnelles du Mécanisme financier de la Convention, visent à garantir l'accès effectif aux ressources financières par le biais de procédures d'approbation simplifiées et d'un appui renforcé à la préparation en faveur des pays en développement Parties, en particulier des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement, dans le cadre de leurs stratégies et leurs plans nationaux relatifs au climat.

Article 10

1. Les Parties partagent une vision à long terme de l'importance qu'il y a à donner pleinement effet à la mise au point et au transfert de technologies de façon à accroître la résilience aux changements climatiques et à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

2. Les Parties, notant l'importance de la technologie pour la mise en oeuvre de mesures d'atténuation et d'adaptation en vertu du présent Accord et prenant acte des efforts entrepris pour déployer et diffuser la technologie, renforcent l'action de coopération concernant la mise au point et le transfert de technologies.

3. Le Mécanisme technologique créé en vertu de la Convention concourt à l'application du présent Accord.

4. Il est créé un cadre technologique chargé de donner des directives générales aux travaux du Mécanisme technologique visant à promouvoir et faciliter une action renforcée en matière de mise au point et de transfert de technologies de façon à appuyer la mise en oeuvre du présent Accord, aux fins de la vision à long terme mentionnée au paragraphe 1 du présent article.

5. Il est essentiel d'accélérer, d'encourager et de permettre l'innovation pour une riposte mondiale efficace à long terme face aux changements climatiques et au service de la croissance économique et du développement durable. Cet effort sera appuyé, selon qu'il convient, y compris par le Mécanisme technologique et, sous la forme de moyens financiers, par le Mécanisme financier de la Convention, afin de mettre en place des collaborations en matière de recherche-développement





et de faciliter l'accès des pays en développement Parties à la technologie, en particulier aux premiers stades du cycle technologique.

6. Un appui, financier notamment, est fourni aux pays en développement Parties aux fins de l'application du présent article, y compris pour le renforcement d'une action de coopération en matière de mise au point et de transfert de technologies à différents stades du cycle technologique, en vue de parvenir à un équilibre entre l'appui à l'atténuation et l'appui à l'adaptation. Le bilan mondial prévu à l'article 14 prend en compte les informations disponibles sur les activités d'appui à la mise au point et au transfert de technologies en faveur des pays en développement Parties.

Article 11

1. Le renforcement des capacités au titre du présent Accord devrait contribuer à améliorer les aptitudes et les capacités des pays en développement Parties, en particulier ceux qui ont les plus faibles capacités, tels que les pays les moins avancés, et ceux qui sont particulièrement vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques comme les petits États insulaires en développement, afin qu'ils puissent lutter efficacement contre les changements climatiques, notamment mettre en oeuvre des mesures d'adaptation et d'atténuation, et devrait faciliter la mise au point, la diffusion et le déploiement de technologies, l'accès à des moyens de financement de l'action climatique, les aspects pertinents de l'éducation, de la formation et de la sensibilisation de la population, et la communication transparente et précise d'informations en temps voulu.

2. Le renforcement des capacités devrait être impulsé par les pays, prendre en compte et satisfaire les besoins nationaux et favoriser l'appropriation par les Parties, en particulier pour les pays en développement Parties, notamment aux niveaux national, infranational et local. Il devrait s'inspirer des enseignements tirés de l'expérience, notamment des activités de renforcement des capacités menées dans le cadre de la Convention, et représenter un processus efficace, itératif, participatif, transversal et sensible à l'égalité des sexes.

3. Toutes les Parties devraient coopérer en vue d'accroître la capacité des pays en développement Parties de mettre en oeuvre le présent Accord. Les pays développés Parties devraient étoffer l'appui apporté aux mesures de renforcement des capacités dans les pays en développement Parties.

4. Toutes les Parties qui s'emploient à accroître la capacité des pays en développement Parties de mettre en oeuvre le présent Accord, y compris par des





démarches régionales, bilatérales et multilatérales, font régulièrement connaître ces mesures ou initiatives de renforcement des capacités. Les pays en développement Parties devraient régulièrement informer des progrès réalisés dans l'application de plans, politiques, initiatives ou mesures de renforcement des capacités visant à mettre en oeuvre le présent Accord.

5. Les activités de renforcement des capacités sont étoffées par le biais de dispositifs institutionnels appropriés visant à appuyer la mise en oeuvre du présent Accord, y compris les dispositifs institutionnels appropriés créés en application de la Convention qui concourent à l'application du présent Accord. À sa première session, la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au présent Accord examinera et adoptera une décision sur les dispositifs institutionnels initiaux relatifs au renforcement des capacités.

Article 12

Les Parties coopèrent en prenant, selon qu'il convient, des mesures pour améliorer l'éducation, la formation, la sensibilisation, la participation du public et l'accès de la population à l'information dans le domaine des changements climatiques, compte tenu de l'importance que revêtent de telles mesures pour renforcer l'action engagée au titre du présent Accord.

Article 13

1. Afin de renforcer la confiance mutuelle et de promouvoir une mise en oeuvre efficace, il est créé un cadre de transparence renforcé des mesures et de l'appui, assorti d'une certaine flexibilité, qui tient compte des capacités différentes des Parties et qui s'appuie sur l'expérience collective.

2. Le cadre de transparence accorde aux pays en développement Parties qui en ont besoin, compte tenu de leurs capacités, une certaine flexibilité dans la mise en oeuvre des dispositions du présent article. Les modalités, procédures et lignes directrices prévues au paragraphe 13 du présent article tiennent compte de cette flexibilité.

3. Le cadre de transparence s'appuie sur les dispositifs relatifs à la transparence prévus en vertu de la Convention et les renforce en tenant compte de la situation particulière des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement, et doit être mis en oeuvre d'une façon qui soit axée sur la facilitation, qui ne soit ni intrusive ni punitive, qui respecte la souveraineté nationale et qui





évite d'imposer une charge excessive aux Parties.

4. Les dispositifs relatifs à la transparence prévus en vertu de la Convention, notamment les communications nationales, les rapports biennaux et les rapports biennaux actualisés, l'évaluation et l'examen au niveau international et les consultations et analyses internationales, font partie de l'expérience mise à profit pour l'élaboration des modalités, procédures et lignes directrices visées au paragraphe 13 du présent article.

5. Le cadre de transparence des mesures vise à fournir une image claire des mesures relatives aux changements climatiques à la lumière de l'objectif énoncé à l'article 2 de la Convention, notamment en éclairant et en suivant les progrès accomplis par chaque Partie en vue de s'acquitter de sa contribution déterminée au niveau national au titre de l'article 4 et de mettre en oeuvre ses mesures d'adaptation au titre de l'article 7, notamment les bonnes pratiques, les priorités, les besoins et les lacunes, afin d'éclairer le bilan mondial prévu à l'article 14.

6. Le cadre de transparence de l'appui vise à donner une image claire de l'appui fourni et de l'appui reçu par chaque Partie concernée dans le contexte des mesures prises à l'égard des changements climatiques au titre des articles 4, 7, 9, 10 et 11, et, dans la mesure du possible, une vue d'ensemble de l'appui financier global fourni, pour éclairer le bilan mondial prévu à l'article 14.

7. Chaque Partie fournit régulièrement les informations ci-après :

a) Un rapport national d'inventaire des émissions anthropiques par les sources et des absorptions anthropiques par les puits de gaz à effet de serre, établi selon les méthodes constituant de bonnes pratiques adoptées par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat et convenues par la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au présent Accord;

b) Les informations nécessaires au suivi des progrès accomplis par chaque Partie dans la mise en oeuvre et la réalisation de sa contribution déterminée au niveau national au titre de l'article 4.

8. Chaque Partie devrait également communiquer des informations sur les effets des changements climatiques et sur l'adaptation à ces changements au titre de l'article 7, selon qu'il convient.

9. Les pays développés Parties doivent, et les autres Parties qui apportent un appui devraient, communiquer des informations sur l'appui fourni, sous la forme de ressources financières, d'un transfert de technologies et d'un renforcement des capacités, aux pays en développement Parties au titre des articles 9, 10 et 11.

10. Les pays en développement Parties devraient communiquer des informations sur l'appui dont ils ont besoin et qu'ils ont reçu, sous la forme de ressources financières,





d'un transfert de technologies et d'un renforcement des capacités au titre des articles 9, 10 et 11.

11. Les informations communiquées par chaque Partie au titre des paragraphes 7 et 9 du présent article sont soumises à un examen technique par des experts, conformément à la décision 1/CP.21. Pour les pays en développement Parties qui en ont besoin compte tenu de leurs capacités, le processus d'examen les aide à définir leurs besoins en matière de renforcement des capacités. En outre, chaque Partie participe à un examen multilatéral, axé sur la facilitation, des progrès accomplis eu égard aux efforts entrepris en vertu de l'article 9, ainsi que dans la mise en oeuvre et la réalisation de sa contribution déterminée au niveau national.

12. L'examen technique par des experts prévu dans ce paragraphe porte sur l'appui fourni par la Partie concernée, selon qu'il convient, ainsi que sur la mise en oeuvre et la réalisation de sa contribution déterminée au niveau national. Il met en évidence les domaines se prêtant à des améliorations chez la Partie concernée et vérifie que les informations communiquées sont conformes aux modalités, procédures et lignes directrices visées au paragraphe 13 du présent article, compte tenu de la flexibilité accordée à la Partie concernée conformément au paragraphe 2 de cet article. Il prête une attention particulière aux capacités et situations nationales respectives des pays en développement Parties.

13. À sa première session, en s'appuyant sur l'expérience tirée des dispositifs relatifs à la transparence prévus en vertu de la Convention, et en précisant les dispositions du présent article, la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au présent Accord adopte des modalités, des procédures et des lignes directrices communes, selon qu'il convient, aux fins de la transparence des mesures et de l'appui.

14. Un appui est fourni aux pays en développement aux fins de la mise en oeuvre du présent article.

15. Un appui est également fourni pour renforcer en permanence les capacités des pays en développement Parties en matière de transparence.

Article 14

1. La Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au présent Accord fait périodiquement le bilan de la mise en oeuvre du présent Accord afin d'évaluer les progrès collectifs accomplis dans la réalisation de l'objet du présent Accord et de ses buts à long terme (ci-après dénommé « bilan mondial »). Elle s'y emploie d'une manière globale, axée sur la facilitation, en prenant en considération





l'atténuation, l'adaptation, les moyens de mise en oeuvre et l'appui et en tenant compte de l'équité et des meilleures données scientifiques disponibles.

2. La Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au présent Accord procède à son premier bilan mondial en 2023 et tous les cinq ans par la suite sauf si elle adopte une décision contraire.

3. Les résultats du bilan mondial éclairent les Parties dans l'actualisation et le renforcement de leurs mesures et de leur appui selon des modalités déterminées au niveau national, conformément aux dispositions pertinentes du présent Accord, ainsi que dans l'intensification de la coopération internationale pour l'action climatique.

Article 15

1. Il est institué un mécanisme pour faciliter la mise en oeuvre et promouvoir le respect des dispositions du présent Accord.

2. Le mécanisme visé au paragraphe 1 du présent article est constitué d'un comité d'experts et axé sur la facilitation, et fonctionne d'une manière qui est transparente, non accusatoire et non punitive. Le comité accorde une attention particulière à la situation et aux capacités nationales respectives des Parties.

3. Le comité exerce ses activités selon les modalités et procédures arrêtées par la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au présent Accord à sa première session et lui rend compte chaque année.

Article 16

1. En tant qu'organe suprême de la Convention, la Conférence des Parties agit comme réunion des Parties au présent Accord.

2. Les Parties à la Convention qui ne sont pas Parties au présent Accord peuvent participer en qualité d'observateurs aux travaux de toute session de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au présent Accord. Lorsque la Conférence des Parties agit comme réunion des Parties au présent Accord, les décisions au titre dudit Accord sont prises uniquement par les Parties à la Convention qui sont Parties à l'Accord.

3. Lorsque la Conférence des Parties agit comme réunion des Parties au présent Accord, tout membre du Bureau de la Conférence des Parties représentant une Partie à la Convention mais qui, à ce moment-là, n'est pas Partie au présent Accord, est remplacé par un nouveau membre élu par les Parties à l'Accord et parmi celles-ci.





4. La Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au présent Accord fait régulièrement le point de la mise en oeuvre du présent Accord et prend, dans les limites de son mandat, les décisions nécessaires pour en promouvoir la mise en oeuvre effective. Elle exerce les fonctions qui lui sont conférées par le présent Accord et :

a) Elle crée les organes subsidiaires jugés nécessaires à la mise en oeuvre du présent Accord;

b) Elle exerce les autres fonctions qui peuvent se révéler nécessaires aux fins de la mise en oeuvre du présent Accord.

5. Le règlement intérieur de la Conférence des Parties et les procédures financières appliquées au titre de la Convention s'appliquent *mutatis mutandis* au titre du présent Accord, sauf si la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au présent Accord en décide autrement par consensus.

6. Le secrétariat convoque la première session de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au présent Accord à l'occasion de la première session de la Conférence des Parties prévue après l'entrée en vigueur du présent Accord. Les sessions ordinaires ultérieures de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au présent Accord coïncideront avec les sessions ordinaires de la Conférence des Parties, à moins que la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au présent Accord n'en décide autrement.

7. La Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au présent Accord tient des sessions extraordinaires à tout autre moment lorsqu'elle le juge nécessaire ou si une Partie en fait la demande par écrit, à condition que cette demande soit appuyée par un tiers au moins des Parties dans les six mois qui suivent sa communication aux Parties par le secrétariat.

8. L'Organisation des Nations Unies, ses institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique, ainsi que tout État membre d'une de ces organisations ou doté du statut d'observateur auprès de l'une d'elles qui n'est pas Partie à la Convention, peuvent être représentés aux sessions de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au présent Accord en qualité d'observateurs. Tout organe ou organisme, national ou international, gouvernemental ou non gouvernemental, qui est compétent dans les domaines visés par le présent Accord et qui a fait savoir au secrétariat qu'il souhaitait être représenté en qualité d'observateur à une session de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au présent Accord peut y être admis en cette qualité à moins qu'un





tiers au moins des Parties présentes n'y fassent objection. L'admission et la participation d'observateurs sont régies par le règlement intérieur visé au paragraphe 5 du présent article.

Article 17

1. Le secrétariat créé en application de l'article 8 de la Convention assure le secrétariat du présent Accord.

2. Le paragraphe 2 de l'article 8 de la Convention relatif aux fonctions de secrétariat et le paragraphe 3 de ce même article concernant les dispositions voulues pour son fonctionnement s'appliquent *mutatis mutandis* au présent Accord. Le secrétariat exerce en outre les fonctions qui lui sont confiées au titre du présent Accord et par la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au présent Accord.

Article 18

1. L'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique et l'Organe subsidiaire de mise en oeuvre créés par les articles 9 et 10 de la Convention font office, respectivement, d'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique et d'Organe subsidiaire de mise en oeuvre du présent Accord. Les dispositions de la Convention relatives au fonctionnement de ces deux organes s'appliquent *mutatis mutandis* au présent Accord. Les réunions de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique et de l'Organe subsidiaire de mise en oeuvre du présent Accord coïncident avec celles de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique et de l'Organe subsidiaire de mise en oeuvre de la Convention.

2. Les Parties à la Convention qui ne sont pas Parties au présent Accord peuvent participer en qualité d'observateurs aux travaux de toute session des organes subsidiaires. Lorsque les organes subsidiaires agissent en tant qu'organes subsidiaires du présent Accord, les décisions au titre dudit Accord sont prises uniquement par les Parties à la Convention qui sont Parties à l'Accord.

3. Lorsque les organes subsidiaires créés par les articles 9 et 10 de la Convention exercent leurs fonctions dans un domaine qui relève du présent Accord, tout membre de leurs bureaux représentant une Partie à la Convention mais qui, à ce moment-là, n'est pas Partie au présent Accord, est remplacé par un nouveau membre élu par les Parties à l'Accord et parmi celles-ci.





Article 19

1. Les organes subsidiaires ou les autres dispositifs institutionnels créés par la Convention ou qui en relèvent, autres que ceux mentionnés dans le présent Accord, concourent à l'application du présent Accord sur décision de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au présent Accord. Celle-ci précise les fonctions qu'exerceront lesdits organes ou dispositifs.

2. La Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au présent Accord peut donner de nouvelles directives à ces organes subsidiaires et dispositifs institutionnels.

Article 20

1. Le présent Accord est ouvert à la signature et soumis à la ratification, l'acceptation ou l'approbation des États et des organisations régionales d'intégration économique qui sont Parties à la Convention. Il sera ouvert à la signature au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York du 22 avril 2016 au 21 avril 2017 et sera ouvert à l'adhésion dès le lendemain du jour où il cessera d'être ouvert à la signature. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion sont déposés auprès du Dépositaire.

2. Toute organisation régionale d'intégration économique qui devient Partie au présent Accord sans qu'aucun de ses États membres y soit Partie est liée par toutes les obligations découlant du présent Accord. Lorsqu'un ou plusieurs États membres d'une organisation régionale d'intégration économique sont Parties au présent Accord, cette organisation et ses États membres conviennent de leurs responsabilités respectives aux fins de l'exécution de leurs obligations au titre du présent Accord. En pareil cas, l'organisation et ses États membres ne sont pas habilités à exercer concurremment les droits découlant du présent Accord.

3. Dans leurs instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, les organisations régionales d'intégration économique indiquent l'étendue de leur compétence à l'égard des questions régies par le présent Accord. En outre, ces organisations informent le Dépositaire, qui en informe à son tour les Parties, de toute modification importante de l'étendue de leur compétence.

Article 21

1. Le présent Accord entre en vigueur le trentième jour qui suit la date du dépôt de leurs instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion





par au moins 55 Parties à la Convention qui représentent au total au moins un pourcentage estimé à 55 % du total des émissions mondiales de gaz à effet de serre.

2. Aux seules fins du paragraphe 1 du présent article, on entend par « total des émissions mondiales de gaz à effet de serre » la quantité la plus récente communiquée le jour de l'adoption du présent Accord par les Parties à la Convention ou avant cette date.

3. À l'égard de chaque État ou organisation régionale d'intégration économique qui ratifie, accepte ou approuve l'Accord ou y adhère une fois que les conditions requises pour l'entrée en vigueur énoncées au paragraphe 1 du présent article ont été remplies, le présent Accord entre en vigueur le trentième jour qui suit la date du dépôt par cet État ou cette organisation de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

4. Aux fins du paragraphe 1 du présent article, tout instrument déposé par une organisation régionale d'intégration économique ne s'ajoute pas à ceux qui sont déposés par les États membres de cette organisation.

Article 22

Les dispositions de l'article 15 de la Convention relatif à l'adoption d'amendements s'appliquent *mutatis mutandis* au présent Accord.

Article 23

1. Les dispositions de l'article 16 de la Convention relatives à l'adoption et à l'amendement d'annexes de la Convention s'appliquent *mutatis mutandis* au présent Accord.

2. Les annexes du présent Accord font partie intégrante de celui-ci et, sauf disposition contraire expresse, toute référence au présent Accord constitue en même temps une référence à ses annexes. Celles-ci se limitent à des listes, formules et autres documents descriptifs de caractère scientifique, technique, procédural ou administratif.

Article 24

Les dispositions de l'article 14 de la Convention relatif au règlement des différends s'appliquent *mutatis mutandis* au présent Accord.





Article 25

1. Chaque Partie dispose d'une voix, sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article.

2. Dans les domaines de leur compétence, les organisations régionales d'intégration économique disposent, pour exercer leur droit de vote, d'un nombre de voix égal au nombre de leurs États membres qui sont Parties au présent Accord. Ces organisations n'exercent pas leur droit de vote si l'un quelconque de leurs États membres exerce le sien, et inversement.

Article 26

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est le Dépositaire du présent Accord.

Article 27

Aucune réserve ne peut être faite au présent Accord.

Article 28

1. À l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Accord à l'égard d'une Partie, cette Partie peut, à tout moment, le dénoncer par notification écrite adressée au Dépositaire.

2. Cette dénonciation prend effet à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date à laquelle le Dépositaire en reçoit notification, ou à toute date ultérieure pouvant être spécifiée dans ladite notification.

3. Toute Partie qui aura dénoncé la Convention sera réputée avoir dénoncé également le présent Accord.

Article 29

L'original du présent Accord, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

FAIT à Paris le douze décembre deux mille quinze.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord.





PARIS 2015
UN CLIMATE CHANGE CONFERENCE
COP21.CMP11

ՓԱՐԻՍԻՉՅԱՆ
ՀԱՄԱՁԱՅՆԱԳԻՐ

Փարիզյան համաձայնագիր

Մույն Համաձայնագրի Կողմերը,

Լինելով ՄԱԿ-ի «Կլիմայի փոփոխության մասին» շրջանակային կոնվենցիայի, այսուհետ՝ «Կոնվենցիա», Կողմեր,

Համաձայն «Դուրբանի հարթակ» օժանդակ մարմնի, որը ստեղծվել է Կոնվենցիայի Կողմերի Համաժողովի տասնյոթերորդ նստաշրջանում ընդունված 1/CP.17 որոշմամբ,

Յետանուտ լինելով Կոնվենցիայի նպատակին և առաջնորդվելով նրա սկզբունքներով, այդ թվում՝ արդարության սկզբունքով և ընդհանուր, սակայն տարբերակված պարտականություններով ու համապատասխան կարողություններով, ազգային տարբեր պայմանների լույսի ներքո,

Ճանաչելով կլիմայի փոփոխության հրատապ սպառնալիքին արդյունավետ և առաջադիմական արձագանք տալու անհրաժեշտությունը՝ առկա լավագույն գիտական տվյալների հիման վրա,

Նաև ճանաչելով զարգացող երկիր Կողմերի կոնկրետ կարիքները և հատուկ պայմանները, հատկապես այն երկրներին, որոնք առանձնապես խոցելի են կլիմայի փոփոխության անբարենպաստ հետևանքների նկատմամբ՝ համաձայն Կոնվենցիայով սահմանված կարգի,

Ամբողջությամբ հաշվի առնելով առավել թույլ զարգացած երկրների կոնկրետ կարիքները և հատուկ պայմանները՝ ֆինանսավորման և տեխնոլոգիաների փոխանցման առումով,

Ճանաչելով, որ Կողմերի վրա բացասական հետևանքներ կարող է ունենալ ոչ միայն կլիմայի փոփոխությունը, այլև դրան արձագանքելու համար ձեռնարկված միջոցների ազդեցությունները,

Ընդգծելով այն ներհատուկ կապը, որ կլիմայի փոփոխությանն ուղղված գործողությունները, արձագանքներն ու ազդեցություններն ունեն կայուն զարգացման արդար հասանելիության և աղքատության վերացման հետ,

Ճանաչելով պարենի անվտանգությունը երաշխավորելու և սովը վերացնելու հիմնարար առաջնահերթությունը, և կլիմայի փոփոխության անբարենպաստ ազդեցությունների նկատմամբ պարենի արտադրության համակարգերի առանձնահատուկ խոցելիությունները,

Հաշվի առնելով աշխատուժի արդար անցման և պատշաճ աշխատանք ու որակյալ աշխատատեղեր ստեղծելու հրամայականները՝ ազգային մակարդակում սահմանված զարգացման գերակայություններին համապատասխան,



Ընդունելով, որ կլիմայի փոփոխությունը մարդկության համընդհանուր մտահոգությունն է, Կողմերը պետք է կլիմայի փոփոխության դեմ պայքարում գործողություններ ձեռնարկելիս հարգեն, խթանեն և հաշվի առնեն մարդու իրավունքների, առողջության իրավունքի, բնիկ ժողովուրդների, տեղական համայնքների, միգրանտների, երեխաների, հաշմանդանություն ունեցող անձանց և խոցելի իրավիճակներում հայտնված մարդկանց իրավունքների և զարգացման իրավունքի, ինչպես նաև գենդերային հավասարության, կանանց հնարավորությունների ընդլայնման և միջսերնդային արդարության վերաբերյալ իրենց համապատասխան պարտավորությունները,

Ճանաչելով սույն Կոնվենցիայում հիշատակված ջերմոցային գազերի կլանիչների ու կուտակիչների, ըստ անհրաժեշտության, պահպանության և բարելավման կարևորությունը,

Նկատի առնելով բոլոր էկոհամակարգերի, այդ թվում՝ օվկիանոսների ամբողջականությունն ապահովելու կարևորությունը և կենսաբազմազանության պաշտպանությունը, որը որոշ մշակույթներում ընդունված է անվանել «Մայր երկիր», և նկատի առնելով որոշ մշակույթների համար «կլիմայական արդարություն» հասկացության կարևորությունը՝ կլիմայի փոփոխության դեմ պայքարում գործողություններ ձեռնարկելիս,

Հաստատելով սույն Համաձայնագրում արժարժված թեմաների վերաբերյալ կրթության, ուսուցման, հանրային իրազեկման, հանրային մասնակցության, հանրության համար տեղեկությունների հասանելիության և բոլոր մակարդակներում համագործակցության կարևորությունը,

Ճանաչելով կլիմայի փոփոխության դեմ պայքարում կառավարության բոլոր մակարդակների և տարբեր դերակատարների պարտավորությունների կարևորությունը՝ Կողմերի համապատասխան ազգային օրենսդրություններին համապատասխան,

Նաև ճանաչելով, որ կայուն կենսակերպերը և սպառման ու արտադրության կայուն ձևերը, որտեղ առաջատար դիրքում են զարգացած երկիր հանդիսացող Կողմերը, կարևոր դեր են խաղում կլիմայի փոփոխության դեմ պայքարում,

Համաձայնության եկան հետևյալի շուրջ.

Հոդված 1

1. Սույն Համաձայնագրի նպատակներով՝ կիրառվում են Կոնվենցիայի Հոդված 1-ում պարունակվող սահմանումները: Ի հավելումն.



(ա) «Կոնվենցիա» նշանակում է ՄԱԿ-ի «Կլիմայի փոփոխության մասին» շրջանակային կոնվենցիա, որն ընդունվել է Նյու Յորքում, 1992 թվականի մայիսի 9-ին,

(բ) «Կողմերի Համաժողով» նշանակում է Կոնվենցիայի Կողմերի Համաժողով,

(գ) «Կողմ» նշանակում է սույն Համաձայնագրի Կողմ:

Հոդված 2

1. Սույն Համաձայնագիրը, որն ուղղված է Կոնվենցիայի, այդ թվում՝ նրա նպատակի իրականացման ակտիվացմանը, նպատակ ունի ամրապնդել կլիմայի փոփոխության սպառնալիքի դեմ գլոբալ արձագանքը՝ կայուն զարգացման և աղքատության վերացմանն ուղղված ջանքերի համատեքստում, այդ թվում՝ հետևյալ գործողությունների միջոցով.

(ա) Գլոբալ միջին ջերմաստիճանի՝ մախսարդյունաբերական շրջանի մակարդակները գերազանցող բարձրացման չափը պահելով 2°C -ից բավական ցածր և հետամուտ լինելով այնպիսի ջանքերի, որոնք ուղղված են սահմանափակելու ջերմաստիճանի բարձրացումը մախսարդյունաբերական շրջանի մակարդակից 1.5°C -ով, գիտակցելով, որ սա զգալիորեն կկրճատի կլիմայի փոփոխության ռիսկերն ու ազդեցությունները,

(բ) Բարձրացնելով կլիմայի փոփոխության անբարենպաստ ազդեցություններին հարմարվելու կարողությունը և նպաստելով կլիմայի փոփոխության նկատմամբ դիմակայունությանն ու ջերմոցային գազերի արտանետումների ցածր մակարդակին, այնպես որ չվտանգվի պարենի արտադրությունը, և

(գ) Ֆինանսական հոսքերը համահունչ դարձնելով ջերմոցային գազերի արտանետումների ցածր մակարդակներին և կլիմայի փոփոխության նկատմամբ դիմակայուն զարգացմանն ուղղված ուղու հետ:

2. Սույն Համաձայնագիրը կիրականացվի արդարության և ընդհանուր, սակայն տարբերակված պարտականությունների ու համապատասխան կարողությունների սկզբունքն արտացոլելու նպատակով, ազգային տարբեր պայմանների լույսի ներքո:

Հոդված 3

Որպես կլիմայի փոփոխության նկատմամբ գլոբալ արձագանքի գործում ազգային մակարդակում սահմանված ներդրումներ (գործողություններ)՝ բոլոր



Կողմերը պարտավորվում են նախաձեռնել և հաղորդել հավակնոտ ջանքեր՝ Զոդվածներ 4-ում, 7-ում, 9-ում, 10-ում, 11-ում և 13-ում սահմանված կարգի համաձայն՝ նպատակ ունենալով հասնել սույն Զամաձայնագրի նպատակին, ինչպես սահմանված է Զոդված 2-ում: Բոլոր Կողմերի ջանքերը ժամանակի ընթացքում հարաճուն կերպով ավելանալու են՝ միևնույն ժամանակ գիտակցելով սույն Զամաձայնագրի արդյունավետ իրականացման համար զարգացող երկիր Կողմերին աջակցելու անհրաժեշտությունը:

Զոդված 4

1. Զոդված 2-ում սահմանված ջերմաստիճանի երկարաժամկետ նպատակին հասնելու համար Կողմերը նպատակ ունեն հնարավորինս շուտ հասնել ջերմոցային գազերի արտանետումների համաշխարհային գազաթնակետին, գիտակցելով, որ գազաթնակետին հասնելը ավելի երկար կտևի զարգացող երկիր Կողմերի համար, և այնուհետև նախաձեռնել արագ կրճատումներ՝ հասանելի լավագույն գիտական տվյալներին համապատասխան, որպեսզի այս հարյուրամյակի երկրորդ կեսում հասնեն աղբյուրների միջոցով մարդածին արտանետումների և ջերմոցային գազերի կլանիչների միջոցով կրճատումների միջև հավասարակշռության՝ արդարության հիման վրա և կայուն զարգացման ու աղքատության վերացմանն ուղղված ջանքերի համատեքստում:

2. Կողմերից յուրաքանչյուրը նախապատրաստում, հաղորդում և պահպանում է ազգային մակարդակում սահմանված հաջորդական ներդրումներ, որոնց նա մտադիր է հասնել: Կողմերը ձեռնարկում են հետևանքների մեղմման ներքին միջոցներ՝ նպատակ ունենալով հասնել այդ ներդրումների (գործողությունների) նպատակներին:

3. Կողմերից յուրաքանչյուրի ազգային մակարդակում սահմանված հաջորդական ներդրումները ներկայացնելու են առաջընթաց՝ նախկինում ազգային մակարդակում սահմանված ընթացիկ ներդրումների համեմատությամբ, և արտացոլելու են նրա հնարավոր ամենամեծ հավակնությունը՝ արտացոլելով նրա ընդհանուր, սակայն տարբերակված պարտականություններն ու համապատասխան կարողությունները՝ ազգային տարբեր պայմանների լուսի ներքո:

4. Զարգացած երկիր հանդիսացող Կողմերը պետք է շարունակեն ստանձնել առաջնորդությունը՝ ձեռնարկելով ողջ տնտեսության վրա տարածվող արտանետումների կրճատման բացարձակ նպատակակետեր: Զարգացած երկիր հանդիսացող Կողմերը պետք է շարունակեն բարելավել հետևանքների մեղմ-



մանն ուղղված իրենց ջանքերը և խրախուսվում է, որ ժամանակի ընթացքում անցում կատարեն դեպի ողջ տնտեսության վրա տարածվող արտանետումների կրճատման կամ սահմանափակման նպատակակետերի՝ ազգային տարբեր պայմանների լույսի ներքո:

5. Սույն Համաձայնագրի իրականացման նպատակով զարգացող երկիր Կողմերին տրամադրվում է աջակցություն՝ Հոդվածներ 9-ին, 10-ին, 11-ին համապատասխան, գիտակցելով, որ զարգացող երկիր Կողմերին ցուցաբերվող ուժեղացված աջակցությունը նրանց գործողություններում ավելի մեծ հավակնությունների հնարավորություն կտա:

6. Առավել թույլ զարգացած երկրները և զարգացող փոքր կղզի-պետությունները կարող են կազմել և հաղորդել ջերմոցային գազերի ցածր արտանետումների մշակմանն ուղղված ռազմավարություններ, պլաններ և գործողություններ՝ արտացոլելով իրենց հատուկ հանգամանքները:

7. Հետևանքների մեղմման հավելյալ օգուտները, որոնք բխում են Կողմերի՝ հարմարվողականությանն ուղղված գործողություններից և (կամ) տնտեսության բազմազանեցման պլաններից, կարող են նպաստել հետևանքների մեղմման արդյունքներին՝ համաձայն սույն Հոդվածի:

8. Ազգային մակարդակում սահմանված իրենց ներդրումների մասին հաղորդելիս բոլոր Կողմերը տրամադրում են այնպիսի տեղեկություններ, որոնք անհրաժեշտ են հստակության, թափանցիկության և ըմբռնման համար՝ համաձայն 1/CP.21 որոշման և ցանկացած համապատասխան որոշման, որն ընդունվել է Կողմերի Համաժողովում, որը հանդես է գալիս որպես սույն Համաձայնագրի Կողմերի խորհրդաժողով:

9. Կողմերից յուրաքանչյուրը հինգ տարին մեկ հաղորդում է ազգային մակարդակում սահմանված ներդրման մասին՝ համաձայն 1/CP.21 որոշման և ցանկացած համապատասխան որոշման, որն ընդունվել է Կողմերի Համաժողովում, որը հանդես է գալիս որպես սույն Համաձայնագրի Կողմերի խորհրդաժողով, և նրանց համար տեղեկատվական հենք են ծառայելու Հոդված 14-ում նշված համաշխարհային գույքագրման արդյունքները:

10. Կողմերի Համաժողովը, որը հանդես է գալիս որպես սույն Համաձայնագրի Կողմերի խորհրդաժողով, իր առաջին նստաշրջանում ազգային մակարդակում սահմանված ներդրումների համար քննարկում է ընդհանուր ժամկետներ:

11. Կողմերը կարող են ցանկացած ժամանակ շտկումներ կատարել ազգային մակարդակում սահմանված գործող ներդրումների մեջ՝ նպատակ ունենալով բարձրացնել իրենց հավակնությունների մակարդակը՝ այն ցուցումներին հա-



մապատասխան, որոնք ընդունվել են Կողմերի Համաժողովում, որը հանդես է գալիս որպես սույն Համաձայնագրի Կողմերի խորհրդաժողով:

12. Կողմերի կողմից հաղորդվող ազգային մակարդակում սահմանված ներդրումները գրանցվում են հանրային ռեգիստրում, որը վարում է քարտուղարությունը:

13. Կողմերը հաշվետու են ազգային մակարդակում սահմանված իրենց ներդրումների համար: Մարդածին արտանետումների և կլանիչների հաշվառման ժամանակ, որոնք համապատասխանում են ազգային մակարդակում սահմանված իրենց ներդրումներին, Կողմերը խթանում են շրջակա միջավայրի ամբողջականությունը, թափանցիկությունը, ճշգրտությունը, լրիվությունը, համադրելիությունը և հետևողականությունը, և ապահովում են կրկնակի հաշվառումից խուսափումը՝ համապատասխան այն ցուցումներին, որոնք ընդունվել են Կողմերի Համաժողովում, որը հանդես է գալիս որպես սույն Համաձայնագրի Կողմերի խորհրդաժողով:

14. Ազգային մակարդակում սահմանված իրենց ներդրումների համատեքստում, մարդածին արտանետումների և կլանիչների առումով հետևանքների մեղմմանն ուղղված գործողությունները գիտակցելիս և իրականացնելիս, Կողմերը պետք է, ըստ անհրաժեշտության, հաշվի առնեն Կոնվենցիայով սահմանված գործող մեթոդներն ու ցուցումները, սույն Հոդվածի 13-րդ պարբերության դրույթների լույսի ներքո:

15. Սույն Համաձայնագիրն իրականացնելիս Կողմերը հաշվի են առնում արձագանքման միջոցառումների ազդեցություններից առավելագույնս տուժած տնտեսությունն ունեցող Կողմերի, հատկապես զարգացող երկիր Կողմերի մտահոգությունները:

16. Կողմերը, այդ թվում՝ տնտեսական ինտեգրման տարածաշրջանային կազմակերպությունները և նրանց անդամ պետությունները, որոնք համաձայնություն են ձեռք բերել համատեղ գործելու սույն Հոդվածի 2-րդ պարբերության համաձայն, քարտուղարությանը ծանուցում են այդ համաձայնության պայմանների, այդ թվում՝ համապատասխան ժամանակահատվածում յուրաքանչյուր Կողմին հատկացված արտանետումների մասին այն ժամանակ, երբ նրանք հաղորդում են ազգային մակարդակում սահմանված իրենց ներդրումների մասին: Իր հերթին քարտուղարությունը Կոնվենցիայի Կողմերին և ստորագրող կողմերին տեղեկացնում է այդ համաձայնագրի պայմանների մասին:

17. Այդպիսի համաձայնագրի յուրաքանչյուր կողմ պատասխանատու է սույն Հոդվածի 16-րդ պարբերության մեջ նշված համաձայնագրով սահմանված իր



արտանետումների մակարդակի համար՝ սույն Յոդվածի 13-րդ և 14-րդ պարբերություններին և Յոդվածներ 13-ին և 15-ին համապատասխան:

18. Եթե համատեղ գործող Կողմերն այդպես են գործում տնտեսական ինտեգրման տարածաշրջանային կազմակերպության շրջանակում և նրա հետ միասին, որը ինքնին սույն Համաձայնագրի Կողմ է, ապա այդ տնտեսական ինտեգրման տարածաշրջանային կազմակերպության յուրաքանչյուր անդամ պետությունն առանձին և տնտեսական ինտեգրման տարածաշրջանային կազմակերպության հետ միասին պատասխանատու է սույն Յոդվածի 16-րդ պարբերության մեջ նշված համաձայնագրով սահմանված իր արտանետումների մակարդակի համար՝ սույն Յոդվածի 13-րդ և 14-րդ պարբերություններին և Յոդվածներ 13-ին և 15-ին համապատասխան:

19. Բոլոր Կողմերը պետք է ձգտեն ձևակերպել և հաղորդել ջերմոցային գազերի ցածր արտանետումների մշակման երկարաժամկետ ռազմավարություններ, նկատի ունենալով Յոդված 2-ը, որը հաշվի է առնում նրանց ընդհանուր, սակայն տարբերակված պարտավորությունները և համապատասխան կարողությունները, ազգային տարբեր պայմանների լույսի ներքո:

Յոդված 5

1. Կողմերը պետք է միջոցներ ձեռնարկեն, ըստ անհրաժեշտության, պահպանելու և ընդլայնելու ջերմոցային գազերի կլանիչներն ու կուտակիչները, այդ թվում՝ անտառները, ինչպես նշված է Կոնվենցիայի Յոդված 4-ի 1(դ) պարբերության մեջ:

2. Կողմերին խրախուսվում է միջոցներ ձեռնարկել իրականացնելու և աջակցելու, այդ թվում՝ արդյունքահեն վճարումների միջոցով, գործող շրջանակին, ինչպես սահմանված է Կոնվենցիայի շրջանակում արդեն համաձայնեցված հարակից ցուցումներով և որոշումներով, հետևյալ առումներով՝ քաղաքականության մոտեցումներ և դրական խթաններ անտառահատումների և անտառների դեգրադացման հետևանքով արտանետումների կրճատմանն առնչվող գործողությունների, պահպանության դերի, զարգացող երկրներում անտառների և անտառներում ածխածնի պաշարների ավելացման կայուն կառավարման համար, և այլընտրանքային քաղաքականության մոտեցումներ, ինչպիսիք են՝ հետևանքների մեղմման և հարմարվողականության համատեղ մոտեցումներ անտառների ամբողջական և կայուն կառավարման համար, միևնույն ժամանակ վերահաստատելով, ըստ անհրաժեշտության, մնացած մոտեցումների հետ կապված ոչ ածխածնային օգուտները խթանելու կարևորությունը:



Հոդված 6

1. Կողմերը գիտակցում են, որ ազգային մակարդակում սահմանված իրենց ներդրումներն իրականացնելու ժամանակ որոշ Կողմեր կնախընտրեն շարունակել կամավոր համագործակցությունը, որպեսզի ավելի մեծ հավակնություններ ապահովեն հետևանքների մեղմմանն ու հարմարվողականությանն ուղղված իրենց գործողություններում և խթանեն կայուն զարգացումն ու շրջակա միջավայրի ամբողջականությունը:

2. Կողմերը, կամավոր հիմունքով համագործակցային մոտեցումներում ներգրավվելու դեպքում, որոնք ներառում են միջազգային մակարդակում փոխանցված հետևանքների մեղմման արդյունքների օգտագործումը ի նպաստ ազգային մակարդակում սահմանված ներդրումների, խթանում են կայուն զարգացում և ապահովում են շրջակա միջավայրի ամբողջականությունն ու թափանցիկությունը, այդ թվում՝ կառավարման ոլորտում, և կիրառում են դինամիկ հաշվառում՝ ապահովելու, ի թիվս այլ բաների, կրկնակի հաշվարկից խուսափելը՝ այն ցուցումներին համապատասխան, որոնք ընդունվել են Կողմերի Համաժողովում, որը հանդես է գալիս որպես սույն Համաձայնագրի Կողմերի խորհրդաժողով:

3. Սույն Համաձայնագրի շրջանակում ազգային մակարդակում սահմանված ներդրումներին հասնելու համար միջազգային մակարդակում փոխանցված հետևանքների մեղմման արդյունքների օգտագործումը կամավոր է և լիազորված է մասնակից Կողմերի կողմից:

4. Սույնով ստեղծվում է ջերմոցային գազերի արտանետումների հետևանքների մեղմմանը նպաստելու և կայուն զարգացմանն աջակցելու մեխանիզմ՝ Կողմերի Համաժողովի լիազորության և ղեկավարության ներքո, որը հանդես է գալիս որպես սույն Համաձայնագրի Կողմերի խորհրդաժողով՝ կամավոր հիմունքով Կողմերի կողմից օգտագործման համար: Այն վերահսկվում է Կողմերի Համաժողովի կողմից նշանակված մարմնի կողմից, որը հանդես է գալիս որպես սույն Համաձայնագրի Կողմերի խորհրդաժողով, և նպատակ ունի.

(ա) Նպաստել ջերմոցային գազերի արտանետումների հետևանքների մեղմմանը՝ միևնույն ժամանակ խթանելով կայուն զարգացում,

(բ) Խթանել և օժանդակել ջերմոցային գազերի արտանետումների հետևանքների մեղմման գործում Կողմերի կողմից լիազորված հանրային և մասնավոր սուբյեկտների մասնակցությամբ,

(գ) Նպաստել հյուրընկալող Կողմ երկրում արտանետումների մակարդակներ



րի կրճատմանը, որոնք շահելու են հետևանքների մեղմման գործողություններից, որոնք հանգեցնելու են արտանետումների կրճատման, որը կարող է օգտագործվել նաև այլ Կողմի կողմից՝ ազգային մակարդակում սահմանված իր ներդրումներն իրականացնելու նպատակով, և

(դ) Ապահովել համաշխարհային արտանետումների հետևանքների համընդհանուր մեղմում:

5. Արտանետումների կրճատումները, որոնք արդյունք են սույն Յոթվածի 4-րդ պարբերության մեջ նշված մեխանիզմի, չեն օգտագործվում հյուրընկալող Կողմի ազգային մակարդակում սահմանված ներդրման ձեռքբերումները ցուցադրելու համար, եթե դրանք օգտագործվում են այլ Կողմի կողմից՝ ազգային մակարդակում սահմանված իր ներդրման ձեռքբերումները ցուցադրելու համար:

6. Կողմերի Յամաթոդովը, որը հանդես է գալիս որպես սույն Յամաթայնագրի Կողմերի խորհրդատու, ապահովում է, որ սույն Յոթվածի 4-րդ պարբերության մեջ նշված մեխանիզմի շրջանակում կատարվող գործողություններից ստացված հասույթից մի մասնաբաժին օգտագործվի վարչական ծախսերը հոգալու համար, ինչպես նաև այն զարգացող երկիր Կողմերին օժանդակելու համար, որոնք առանձնապես խոցելի են կլիմայի փոփոխության անբարենպաստ հետևանքների նկատմամբ՝ հարմարվողականության հետ կապված ծախսերը հոգալու նպատակով:

7. Կողմերի Յամաթոդովը, որը հանդես է գալիս որպես սույն Յամաթայնագրի Կողմերի խորհրդատու, իր առաջին նստաշրջանում սույն Յոթվածի 4-րդ պարբերության մեջ նշված մեխանիզմի համար ընդունում է կանոններ, պայմաններ ու ընթացակարգեր:

8. Կողմերը գիտակցում են Կողմերի համար միասնական, ամբողջական և հավասարակշռված ոչ շուկայական մոտեցումների հասանելի լինելու կարևորությունը՝ ազգային մակարդակում սահմանված իրենց ներդրումներն իրականացնելու գործում օժանդակելու նպատակով՝ կայուն զարգացման և աղքատության վերացման համատեքստում, համակարգված և արդյունավետ կերպով, այդ թվում՝ ի թիվս այլ բաների, հետևանքների մեղմման, հարմարվողականության, ֆինանսավորման, տեխնոլոգիաների փոխանցման և կարողությունների ձևավորման միջոցով, ըստ անհրաժեշտության: Այս մոտեցումները նպատակ ունեն:

(ա) Խթանել հետևանքների մեղմման և հարմարվողականության հավակնությունը,



(բ) Բարձրացնել հանրային և մասնավոր ոլորտների մասնակցությունը ազգային մակարդակում սահմանված ներդրումների իրականացման գործում, և

(գ) Ստեղծել հնարավորություններ փաստաթղթային գործիքների և վերաբերելի ինստիտուցիոնալ կարգավորումների համակարգման համար:

9. Սույնով սահմանվում է կայուն զարգացման նկատմամբ ոչ շուկայական մոտեցումների շրջանակ՝ սույն Հոդվածի 8-րդ պարբերության մեջ նշված ոչ շուկայական մոտեցումները խթանելու նպատակով:

Հոդված 7

1. Սույնով Կողմերը սահմանում են հարմարվողականության վերաբերյալ հանընդհանուր նպատակ՝ ուղղված հարմարվելու ունակության բարձրացմանը, դիմակայունության ամրապնդմանը և կլիմայի փոփոխության նկատմամբ խոցելիության նվազեցմանը՝ նպատակ ունենալով նպաստել կայուն զարգացմանը և ապահովել հարմարվողականության համապատասխան արձագանք՝ Հոդված 2-ում նշված ջերմաստիճանային նպատակի համատեքստում:

2. Կողմերը գիտակցում են, որ հարմարվողականությունը համանոլորակային մարտահրավեր է, որին բախվում են բոլորը՝ տեղական, ենթաազգային, ազգային, տարածաշրջանային և միջազգային տիրույթներում, և որ այն կլիմայի փոփոխության նկատմամբ երկարաժամկետ գլոբալ արձագանքի առանցքային բաղադրիչ է և ներդրում է ունենում այդ գործում՝ պաշտպանելու մարդկանց, կենսամիջոցներն ու էկոհամակարգերը, հաշվի առնելով այն զարգացող երկիր Կողմերի հրատապ և շտապ կարիքները, որոնք առանձնապես խոցելի են կլիմայի փոփոխության անբարենպաստ հետևանքների նկատմամբ:

3. Ջարգացող երկիր Կողմերի՝ հարմարվողականությանն ուղղված ջանքերը ճանաչվում են այն պայմաններին համապատասխան, որոնք ընդունվելու են Կողմերի Համաժողովի կողմից, որը հանդես է գալիս որպես սույն Համաձայնագրի Կողմերի խորհրդաժողով, իր առաջին նստաշրջանում:

4. Կողմերը գիտակցում են, որ հարմարվողականության ներկա կարիքը զգալի է և որ հետևանքների մեղմման ավելի մեծ մակարդակները կարող են նվազեցնել հարմարվողականությանն ուղղված լրացուցիչ ջանքերի անհրաժեշտությունը, և որ հարմարվողականության ավելի մեծ կարիքները կարող են ներգրավել հարմարվողականության ավելի մեծ ծախսեր:

5. Կողմերն ընդունում են, որ հարմարվողականությանն ուղղված գործողությունը պետք է հաջորդի երկրից ուղղորդվող, գեոդերակենտրոն, մասնակցային



և լիովին թափանցիկ մոտեցմանը՝ հաշվի առնելով խոցելի խմբերին, համայնքները և էկոհամակարգերը, և պետք է հիմնված լինի առկա լավագույն գիտության և, ըստ անհրաժեշտության, ավանդական գիտելիքների, բնիկ ժողովուրդների գիտելիքների և տեղի գիտելիքների համակարգերի վրա, և ուղղորդվի դրանցով՝ նպատակ ունենալով հարմարվողականությունը ներառել համապատասխան սոցիալ-տնտեսական և բնապահպանական քաղաքականությունների և գործողությունների մեջ, ըստ անհրաժեշտության:

6. Կողմերը գիտակցում են հարմարվողականությանն ուղղված ջանքերին աջակցելու և դրանց շուրջ միջազգային համագործակցության կարևորությունը և զարգացող երկիր Կողմերի կարիքները հաշվի առնելու կարևորությունը, հատկապես այն երկրներին, որոնք առանձնապես խոցելի են կլիմայի փոփոխության անբարենպաստ հետևանքների նկատմամբ:

7. Կողմերը պետք է ամրապնդեն իրենց համագործակցությունը հարմարվողականության վերաբերյալ գործողություններն ընդլայնելու շուրջ՝ հաշվի առնելով Կանկունի հարմարվողականության շրջանակը, այդ թվում՝ հետևյալի առնչությամբ.

(ա) Տեղեկությունների, լավագույն գործելակերպերի, փորձի և քաղած դասերի փոխանակում, այդ թվում, ըստ անհրաժեշտության, այնքանով, որքանով դրանք առնչվում են հարմարվողականությանն ուղղված գործողություններին վերաբերող գիտությանը, պլանավորմանը, քաղաքականություններին և իրականացմանը,

(բ) Ինստիտուցիոնալ կարգավորումների ամրապնդում, այդ թվում՝ այն կարգավորումների, որոնք գտնվում են Կոնվենցիայի շրջանակում և որոնք ծառայում են սույն Համաձայնագրին, համապատասխան տեղեկատվության և գիտելիքի սինթեզին և Կողմերին տեխնիկական աջակցություն և ուղղորդում տրամադրելուն աջակցելու համար,

(գ) Կլիմայի վերաբերյալ գիտական գիտելիքի ամրապնդում, այդ թվում՝ կլիմայական համակարգի և վաղ նախազգուշացման համակարգերի հետազոտություն, համակարգային դիտարկումներ, այնպես, որ դա տեղեկատվական հենք ապահովի կլիմայական ծառայությունների համար և աջակցի որոշումների կայացմանը,

(դ) Օժանդակություն զարգացող երկիր Կողմերին՝ հարմարվողականության արդյունավետ գործելակերպերի, հարմարվողականության կարիքների, առաջնահերթությունների սահմանման գործում, աջակցության տրամադրում և ստացում հարմարվողականությանն ուղղված գործողությունների ու ջանքերի, և



մարտահրավերների ու բացերի համար՝ այնպես, որ համապատասխանի լավագույն գործելակերպերի խրախուսմանը, և

(ե) Հարմարվողականությանն ուղղված գործողությունների արդյունավետության և հարատևության բարելավում:

8. Միավորված ազգերի կազմակերպության մասնագիտացված կազմակերպություններին ու գործակալություններին խրախուսվում է աջակցել Կողմերի ջանքերին՝ սույն Հոդվածի 7-րդ պարբերության մեջ նշված գործողություններն իրականացնելու համար՝ հաշվի առնելով սույն Հոդվածի 5-րդ պարբերության դրույթները:

9. Կողմերից յուրաքանչյուրը, ըստ անհրաժեշտության, ներգրավվում է հարմարվողականության պլանավորման գործընթացներում և գործողությունների իրականացման մեջ, այդ թվում՝ վերաբերելի պլանների, քաղաքականությունների և (կամ) ներդրումների զարգացման կամ բարելավման մեջ, ինչը կարող է ներառել.

(ա) Հարմարվողականության գործողությունների, ձեռնարկումների և (կամ) ջանքերի իրականացումը,

(բ) Հարմարվողականության ազգային պլանների ձևակերպման և իրականացման գործընթացը,

(գ) Կլիմայի փոփոխության ազդեցությունների և խոցելիությունների գնահատումը՝ նպատակ ունենալով ձևակերպել ազգային մակարդակում և որպես առաջնահերթություն սահմանված գործողություններ՝ հաշվի առնելով խոցելի մարդկանց, վայրերը և էկոհամակարգերը,

(դ) Հարմարվողականության պլանների, քաղաքականությունների, ծրագրերի և գործողությունների մշտադիտարկում, գնահատում և դրանցից դասերի քաղում, և

(ե) Սոցիալ-տնտեսական և էկոլոգիական համակարգերի դիմակայունության ամրապնդում, այդ թվում՝ տնտեսության բազմազանացման և բնական պաշարների կայուն կառավարման միջոցով:

10. Կողմերից յուրաքանչյուրը պետք է, ըստ անհրաժեշտության, ներկայացնի և պարբերաբար թարմացնի հարմարվողականության հաղորդակցություն, որը կարող է ներառել նրա առաջնահերթությունները, իրականացման և աջակցության կարիքները, պլաններն ու գործողությունները՝ առանց զարգացող երկիր Կողմերի համար հավելյալ բեռ ստեղծելու:

11. Սույն Հոդվածի 10-րդ պարբերության մեջ նշված հարմարվողականության հաղորդակցությունը, ըստ անհրաժեշտության, ներկայացվում և պարբե-



րաբար թարմացվում է՝ որպես այլ հաղորդակցությունների կամ փաստաթղթերի, այդ թվում՝ հարմարվողականության ազգային պլանի, Յոթված 4-ի 2-րդ պարբերության մեջ նշված ազգային մակարդակում սահմանված ներդրման և (կամ) ազգային հաղորդակցության բաղադրիչ կամ դրանց հետ մեկտեղ:

12. Սույն Յոթվածի 10-րդ պարբերության մեջ նշված հարմարվողականության հաղորդակցությունները գրանցվում են հանրային ռեգիստրում, որը վարում է քարտուղարությունը:

13. Ջարգացող երկիր Կողմերին տրամադրվում է շարունակական և ընդլայնված միջազգային աջակցություն՝ սույն Յոթվածի 7-րդ, 9-րդ, 10-րդ և 11-րդ պարբերությունների իրականացման համար՝ Յոթվածներ 9-ի, 10-ի և 11-ի դրույթներին համապատասխան:

14. Յոթված 14-ում նշված գլոբալ գույքագրումը, ի թիվս այլ բաների.

(ա) ճանաչում է զարգացող երկիր Կողմերի հարմարվողականությանն ուղղված ջանքերը,

(բ) Ակտիվացնում է հարմարվողականության գործողության իրականացումը՝ հաշվի առնելով սույն Յոթվածի 10-րդ պարբերության մեջ նշված հարմարվողականություն հաղորդակցությունը,

(գ) Ուսումնասիրում է հարմարվողականության ադեկվատությունն ու արդյունավետությունը և հարմարվողականության համար տրամադրված աջակցությունը, և

(դ) Վերանայում է սույն Յոթվածի 1-ին պարբերության մեջ նշված հարմարվողականության վերաբերյալ գլոբալ նպատակին հասնելու համար կատարված ընդհանուր առաջընթացը:

Յոթված 8

1. Կողմերը գիտակցում են կլիմայի փոփոխության անբարենպաստ հետևանքների, այդ թվում՝ եղանակային էքստրեմալ պայմանների և դանդաղ ընթացող երևույթների հետ կապված կորուստներն ու վնասները կասեցնելու, նվազեցնելու և դրանք հաղթահարելու կարևորությունը և կարուստների ու վնասների ռիսկը նվազեցնելու գործում կայուն զարգացման դերը:

2. Կլիմայի փոփոխության հետ կապված Վարչակազմի՝ կորուստների ու վնասների միջազգային մեխանիզմը ենթակա է Կողմերի Համաժողովի լիազորությանն ու ղեկավարությանը, որը հանդես է գալիս որպես սույն Համաձայնագրի Կողմերի խորհրդաժողով, և կարող է ուժեղացվել և ամրապնդվել Կողմերի Հա-



մաժողովի կողմից սահմանված կարգով, որը հանդես է գալիս որպես սույն Համաձայնագրի Կողմերի խորհրդաժողով:

3. Կողմերը պետք է խորացնեն փոխըմբռնումը, գործողություններն ու աջակցությունը, այդ թվում՝ Վարշավայի միջազգային մեխանիզմի միջոցով, ըստ անհրաժեշտության, համագործակցային և օժանդակող հիմունքներով՝ կլիմայի փոփոխության անբարենպաստ հետևանքների հետ կապված կորուստների ու վնասների առնչությամբ:

4. Համապատասխանաբար, փոխըմբռնման, գործողությունների ու աջակցության խորացմանն ուղղված համագործակցության և օժանդակության ոլորտները կարող են ներառել.

- (ա) Վաղ նախազգուշացման համակարգեր,
- (բ) Արտակարգ իրավիճակներին նախապատրաստվածություն,
- (գ) Դանդաղ ընթացող երևույթներ,
- (դ) Իրադարձություններ, որոնք կարող են ներառել անդամալի և մշտական կորուստներ ու վնասներ,
- (ե) Ռիսկերի համապարփակ գնահատում և կառավարում,
- (զ) Ռիսկերի ընդհանուր ապահովագրական ծավալ, կլիմայական ռիսկերի ծածկում և այլ ապահովագրական լուծումներ,
- (է) Ոչ տնտեսական կորուստներ, և
- (ը) Համայնքների, կենսամիջոցների և էկոհամակարգերի դիմակայունություն:

5. Վարշավայի միջազգային մեխանիզմը համագործակցում է Համաձայնագրի շրջանակում գործող մարմինների և փորձագիտական խմբերի, ինչպես նաև Համաձայնագրի շրջանակից դուրս համապատասխան կազմակերպությունների ու փորձագիտական մարմինների հետ:

Հոդված 9

1. Ձարգացած երկիր հանդիսացող Կողմերը ֆինանսական ռեսուրսներ են տրամադրում զարգացող երկիր Կողմերին թե՛ հետևանքների մեղմման և թե՛ հարմարվողականության հարցում օժանդակություն ցուցաբերելու նպատակով՝ Կոնվենցիայի շրջանակում իրենց գործող պարտավորությունները շարունակելու համար:

2. Մյուս Կողմերին խրախուսվում է նման աջակցություն տրամադրել կամ շարունակել տրամադրել կամավոր հիմունքով:



3. Որպես գլոբալ ջանքերի մաս՝ զարգացած երկիր հանդիսացող Կողմերը պետք է շարունակեն գլխավորել մեծ թվով աղբյուրներից, գործիքներից և ուղիներից կլիմայի փոփոխության հետևանքների մեղմման ու հարմարվողականության ծրագրերի համար ֆինանսական միջոցների համախմբումը՝ նկատի ունենալով հանրային միջոցների զգալի դերը, մի շարք գործողությունների միջոցով, այդ թվում՝ աջակցելով երկրից ուղղորդվող ռազմավարություններին, և հաշվի առնելով զարգացող երկիր Կողմերի կարիքներն ու գերակայությունները: Կլիմայի փոփոխության հետևանքների մեղմման ու հարմարվողականության ծրագրերի համար ֆինանսական միջոցների նման համախմբումը պետք է աստիճանաբար գերազանցի նախկին ջանքերին:

4. Հավասարաչափ ավելացված ֆինանսական ռեսուրսների տրամադրումը պետք է ուղղված լինի հարմարվողականության և հետևանքների մեղմման միջև հավասարակշռության հասնելուն՝ հաշվի առնելով երկրից ուղղորդվող ռազմավարությունները և զարգացող երկիր Կողմերի առաջնահերթություններն ու կարիքները, հատկապես այն երկրներին, որոնք առանձնապես խոցելի են կլիմայի փոփոխության անբարենպաստ հետևանքների նկատմամբ և կարողությունների առումով զգալի սահմանափակումներ ունեն, ինչպես օրինակ՝ առավել թույլ զարգացած երկրները և զարգացող փոքր կղզի-պետությունները, հաշվի առնելով հարմարվողականության համար պետական և դրամաշնորհների վրա հիմնված ռեսուրսների անհրաժեշտությունը:

5. Ջարգացած երկիր հանդիսացող Կողմերը երկու տարին մեկ անգամ կողմնորոշիչ քանակական և որակական տեղեկություններ են հաղորդում սույն Հոդվածի 1-ին և 3-րդ պարբերությունների առնչությամբ, եթե կիրառելի է, ներառյալ, եթե առկա է, զարգացող երկիր Կողմերին տրամադրվելիք պետական ֆինանսական ռեսուրսների ծրագրած մակարդակների վերաբերյալ: Ռեսուրսներ տրամադրող մյուս Կողմերին խրախուսվում է կամավոր հիմունքով նման տեղեկություններ հաղորդել երկու տարին մեկ անգամ:

6. Հոդված 14-ում նշված գլոբալ գույքագրումը հաշվի է առնում զարգացած երկիր հանդիսացող Կողմերի և (կամ) Համաձայնագրի մարմինների կողմից տրամադրած վերաբերելի տեղեկությունները՝ կլիմայի փոփոխության հետևանքների մեղմման ու հարմարվողականության ծրագրերի համար ֆինանսավորման հետ կապված ջանքերի վերաբերյալ:

7. Ջարգացած երկիր հանդիսացող Կողմերը թափանցիկ և հիմնավոր տեղեկություններ են տրամադրում զարգացող երկիր Կողմերին ցուցաբերված աջակցության վերաբերյալ, որը տրամադրվել և համախմբվել է պետական միջա-



մտությունների միջոցով երկու տարին մեկ անգամ՝ այն պայմաններին, ընթացակարգերին և ուղեցույցներին համապատասխան, որոնք ընդունվելու են Կողմերի Համաժողովի կողմից, որը հանդես է գալիս որպես սույն Համաձայնագրի Կողմերի խորհրդատու, իր առաջին նստաշրջանում՝ Հոդված 13-ի 13-րդ պարբերությամբ նախատեսված կարգով: Մյուս Կողմերին խրախուսվում է վարվել նույն կերպ:

8. Կոնվենցիայի Ֆինանսական մեխանիզմը, այդ թվում՝ նրա գործող սուբյեկտները, հանդես են գալիս որպես սույն Համաձայնագրի ֆինանսական մեխանիզմ:

9. Այն հաստատությունները, որոնք սպասարկում են սույն Համաձայնագրին, այդ թվում՝ Կոնվենցիայի Ֆինանսական մեխանիզմի գործող սուբյեկտները, նպատակ ունեն ապահովել ֆինանսական ռեսուրսների արդյունավետ հասանելիություն՝ հաստատման պարզեցված ընթացակարգերի և զարգացող երկիր Կողմերին ավելի մեծ պատրաստակամությամբ աջակցություն ցուցաբերելու միջոցով, մասնավորապես առավել թույլ զարգացած երկրներին և զարգացող փոքր կղզի-պետություններին՝ կլիմայի վերաբերյալ նրանց ազգային ռազմավարությունների ու պլանների համատեքստում:

Հոդված 10

1. Կողմերը կիսում են լիարժեքորեն կենսագործվող տեխնոլոգիաների զարգացման և փոխանցման կարևորության վերաբերյալ երկարաժամկետ տեսլական, որպեսզի բարելավեն կլիմայի փոփոխության նկատմամբ դիմակայունությունը և կրճատեն ջերմոցային գազերի արտանետումները:

2. Կողմերը, նկատի ունենալով սույն Համաձայնագրի շրջանակում հետևանքների մեղմմանն ու հարմարվողականությանն ուղղված գործողությունների իրականացման համար տեխնոլոգիաների կարևորությունը և գիտակցելով առկա տեխնոլոգիաների տեղակայումն ու տարածումը, ամրապնդում են տեխնոլոգիաների զարգացման և փոխանցման շուրջ համագործակցային գործողությունները:

3. Կոնվենցիայի շրջանակում ստեղծված Տեխնոլոգիաների մեխանիզմը ծառայում է սույն Համաձայնագրին:

4. Սույնով սահմանվում է տեխնոլոգիաների շրջանակ՝ տեխնոլոգիաների զարգացման ու փոխանցման վերաբերյալ խորացված գործողությունները խթանելու և համակարգելու գործում Տեխնոլոգիաների մեխանիզմի աշխատանքները:



տանքի համար ընդգրկուն ուղղորդում ապահովելու համար՝ սույն Համաձայնագրի իրականացմանը աջակցելու նպատակով՝ հետամուտ լինելով սույն Հոդվածի 1-ին պարբերության մեջ նշված երկարաժամկետ տեսլականին:

5. Նորարարությունների արագացումը, խրախուսումը և հնարավոր դարձնելը վճռորոշ նշանակություն ունեն կլիմայի փոփոխությանը արդյունավետ, երկարաժամկետ գլոբալ արձագանք տալու և տնտեսական աճին ու կայուն զարգացմանը նպաստելու համար: Նման ջանքը, ըստ անհրաժեշտության, աջակցություն է ստանում, այդ թվում՝ Տեխնոլոգիաների մեխանիզմի կողմից, և ֆինանսական միջոցների միջոցով՝ Կոնվենցիայի Ֆինանսական մեխանիզմի կողմից, հետազոտությունների և զարգացման նկատմամբ համագործակցային մոտեցումների համար, և օժանդակում է զարգացող երկիր Կողմերի համար տեխնոլոգիաների հասանելիությանը, մասնավորապես տեխնոլոգիական շրջափուլի վաղ փուլերում:

6. Աջակցություն, այդ թվում՝ ֆինանսական աջակցություն, տրամադրվում է զարգացող երկիր Կողմերին՝ սույն Հոդվածի իրականացման համար, այդ թվում՝ տեխնոլոգիական շրջափուլի տարբեր փուլերում տեխնոլոգիաների զարգացման ու փոխանցման շուրջ համագործակցային գործողություններն ամրապնդելու համար՝ նպատակ ունենալով հավասարակշռության հասնել հետևանքների մեղմման ու հարմարվողականության համար ցուցաբերվող աջակցության միջև: Հոդված 14-ում նշված գլոբալ գույքագրումը հաշվի է առնում զարգացող երկիր Կողմերի համար տեխնոլոգիաների զարգացման ու փոխանցման շուրջ ցուցաբերվող աջակցությանը վերաբերող ջանքերի մասին առկա տեղեկությունները:

Հոդված 11

1. Սույն Համաձայնագրի շրջանակում կարողությունների ձևավորումը պետք է զարգացնի զարգացող երկիր Կողմերի կարողություններն ու ունակությունները, մասնավորապես առավել թույլ կարողություններ ունեցող երկրներինը, ինչպիսիք են՝ առավել թույլ զարգացած երկրները, և այն երկրներինը, որոնք առանձնապես խոցելի են կլիմայի փոփոխության անբարենպաստ հետևանքների նկատմամբ, ինչպիսիք են՝ զարգացող փոքր կղզի-պետությունները, որպեսզի ձեռնարկեն կլիմայի փոփոխությանն ուղղված արդյունավետ գործողություններ, այդ թվում, ի թիվս այլ քայլերի, իրականացնեն հարմարվողականության և հետևանքների մեղմման գործողություններ, և պետք է համակարգի տեխնոլո-



գիաների զարգացումը, տարածումը և տեղակայումը, կլիմայի փոփոխության հետևանքների մեղմման ու հարմարվողականության ծրագրերի համար ֆինանսական միջոցների հասանելիությունը, կրթության, ուսուցման և հանրային իրազեկման համապատասխան կողմերը, և տեղեկությունների թափանցիկ, ժամանակին և ճշգրիտ հաղորդումը:

2. Կարողությունների ձևավորումը պետք է լինի երկրից ուղղորդվող, հիմնված լինի ազգային կարիքների վրա և արձագանքի դրանց, և նպաստի Կողմերի՝ իրենց երկրների նկատմամբ սեփականատիրական զգացմանը, մասնավորապես զարգացող երկիր Կողմերի համար, այդ թվում՝ ազգային, ենթաազգային և տեղական նակարդակներում: Կարողությունների ձևավորումը պետք է առաջնորդվի քաղաժ դասերով, այդ թվում՝ նրանցով, որոնք քաղվել են Կոնվենցիայի՝ կարողությունների ձևավորման գործողությունների շրջանակում, և պետք է լինի արդյունավետ, կրկնվող գործընթաց, որը մասնակցային է, միջուկրտային և գենդերակենտրոն:

3. Բոլոր Կողմերը պետք է համագործակցեն՝ սույն Համաձայնագիրն իրականացնելու համար զարգացող երկիր Կողմերի կարողությունները զարգացնելու նպատակով: Ջարգացած երկիր հանդիսացող Կողմերը պետք է ընդլայնեն զարգացող երկիր Կողմերում կարողությունների ձևավորման գործողությունների համար ցուցաբերվող աջակցությունը:

4. Բոլոր Կողմերը, որոնք զարգացնում են զարգացող երկիր Կողմերի՝ սույն Համաձայնագրի իրականացմանն ուղղված կարողությունները, այդ թվում՝ տարածաշրջանային, երկկողմանի և բազմակողմանի մոտեցումների միջոցով, կանոնավորապես հաղորդում են կարողությունների ձևավորման շուրջ այս գործողությունների կամ միջոցների վերաբերյալ: Ջարգացող երկիր Կողմերը պետք է կանոնավորապես հաղորդեն սույն Համաձայնագիրն իրականացնելու նպատակով կարողությունների ձևավորման պլաններ, քաղաքականություններ, գործողություններ կամ միջոցներ իրականացնելու ուղղությամբ գրանցած առաջընթացի մասին:

5. Կարողությունների ձևավորման գործողությունները խորացվում են համապատասխան ինստիտուցիոնալ կարգավորումների միջոցով՝ սույն Համաձայնագրի իրականացմանն աջակցելու նպատակով, այդ թվում՝ Կոնվենցիայով սահմանված այն համապատասխան ինստիտուցիոնալ կարգավորումների միջոցով, որոնք ծառայում են սույն Համաձայնագրին: Կողմերի Համաժողովը, որը հանդես է գալիս որպես սույն Համաձայնագրի Կողմերի խորհրդաժողով, իր



առաջին նստաշրջանում քննարկում և ընդունում է կարողությունների ձևավորման համար նախնական ինստիտուցիոնալ կարգավորումների վերաբերյալ որոշում:

Հոդված 12

Կողմերը համագործակցում են միջոցներ ձեռնարկելու շուրջ, ըստ անհրաժեշտության, որպեսզի բարելավեն կլիմայի փոփոխության վերաբերյալ կրթությունը, ուսուցումը, հանրային իրազեկումը, հանրային մասնակցությունը և հանրության համար տեղեկությունների հասանելիությունը՝ գիտակցելով այս քայլերի կարևորությունը սույն Համաձայնագրի շրջանակում գործողությունները խորացնելու առնչությամբ:

Հոդված 13

1. Փոխադարձ հավատ ու վստահություն ձևավորելու և արդյունավետ իրականացում խթանելու նպատակով սույնով սահմանվում է գործողության և աջակցության համար թափանցիկության ընդլայնված շրջանակ՝ ներքին ճկունությամբ, որը հաշվի է առնում Կողմերի տարբեր կարողությունները և հենվում է կոլեկտիվ փորձի վրա:

2. Թափանցիկության շրջանակը սույն Հոդվածի դրույթների իրականացման գործում ճկունություն է ապահովում այն զարգացող երկիր Կողմերի համար, որոնք դրա կարիքն ունեն՝ իրենց կարողությունների լույսի ներքո: Սույն Հոդվածի 13-րդ պարբերության մեջ նշված պայմանները, ընթացակարգերն ու ուղեցույցները արտացոլում են այդ ճկունությունը:

3. Թափանցիկության շրջանակը հենվում է Կոնվենցիայի շրջանակում թափանցիկության կարգավորումների վրա և ընդլայնում է դրանք՝ գիտակցելով առավել թույլ զարգացած երկրների և զարգացող փոքր կղզի-պետությունների հատուկ հանգամանքները, և իրականացվում է օժանդակող, աննկատ և ոչ պատժիչ կերպով՝ հարգելով ազգային ինքնիշխանությունը և խուսափելով Կողմերի վրա անհարկի բեռ դնելուց:

4. Կոնվենցիայի շրջանակում թափանցիկության կարգավորումները, այդ թվում՝ ազգային հաղորդակցությունները, երկամյա զեկույցներն ու երկամյա թարմացման զեկույցները, միջազգային գնահատումն ու վերանայումը և միջազգային խորհրդատվությունն ու վերլուծությունը, կազմում են այն փորձառության մասը, որը ձեռք է բերվել սույն Հոդվածի 13-րդ պարբերության համաձայն պայմանների, ընթացակարգերի և ուղեցույցների մշակման համար:



5. Գործողությունների թափանցիկության շրջանակի նպատակն է հստակ պատկերացում տալ կլիմայի փոփոխության վերաբերյալ՝ Կոնվենցիայի Յոդված 2-ով սահմանված նպատակի լույսի ներքո, այդ թվում՝ Յոդված 4-ի շրջանակում Կողմերի՝ անհատական ազգային մակարդակում սահմանված ներդրումներին հասնելու ուղղությամբ առաջընթացի հստակության ու դրան հետևելու մասին, և Յոդված 7-ի շրջանակում Կողմերի՝ հարմարվողականության գործողությունների, ներառյալ լավագույն գործելակերպերի, առաջնահերթությունների, կարիքների ու բացերի մասին՝ Յոդված 14-ի համաձայն գլոբալ գույքագրման համար տեղեկատվական հենք ապահովելու համար:

6. Աջակցության թափանցիկության շրջանակի նպատակն է հստակություն ապահովել համապատասխան առանձին Կողմերի տրամադրած և ստացած աջակցության վերաբերյալ՝ Յոդվածներ 4-ի, 7-ի, 9-ի, 10-ի և 11-ի շրջանակում կլիմայի փոփոխության գործողությունների համատեքստում, և, հնարավորության սահմաններում, ներկայացնել տրամադրված ազրեգացված ֆինանսական աջակցության ամբողջական ընդհանուր նկարագրություն, տեղեկատվական հենք ապահովել Յոդված 14-ի համաձայն կատարվելիք գլոբալ գույքագրման համար:

7. Կողմերից յուրաքանչյուրը կանոնավորապես տրամադրում է հետևյալ տեղեկությունները.

(ա) Գույքագրման մասին ազգային զեկույց մարդածին արտանետումների վերաբերյալ՝ ըստ աղբյուրների և ջերմոցային գազերի կլամիչների միջոցով կուտակումների, որը կազմվել է՝ օգտագործելով Կլիմայի փոփոխության միջկառավարական հանձնաժողովի կողմից ընդունված լավագույն գործելակերպերի մեթոդաբանությունները, և համաձայնեցվել է Կողմերի Յամաժողովի կողմից, որը հանդես է գալիս որպես սույն Յամաձայնագրի Կողմերի խորհրդածոլով, և

(բ) Տեղեկություններ, որոնք անհրաժեշտ են Յոդված 4-ի շրջանակում ազգային մակարդակում սահմանված իր ներդրումներն իրականացնելու և դրանց հասնելու ուղղությամբ գրանցած առաջընթացին հետևելու համար:

8. Կողմերից յուրաքանչյուրը պետք է տեղեկություններ տրամադրի նաև կլիմայի փոփոխության ազդեցությունների և հարմարվողականության վերաբերյալ՝ համաձայն Յոդված 7-ի, ըստ անհրաժեշտության:

9. Ձարգացած երկիր հանդիսացող Կողմերը տրամադրում են, իսկ աջակցություն ցուցաբերող մյուս Կողմերը պետք է տրամադրեն տեղեկություններ զարգացող երկիր Կողմերին ցուցաբերած ֆինանսական, տեխնոլոգիաների փո-

խանցման և կարողությունների ձևավորման շուրջ աջակցության վերաբերյալ՝ համաձայն Հոդվածներ 9-ի, 10-ի և 11-ի:

10. Ջարգացող երկիր Կողմերը պետք է տեղեկություններ տրամադրեն անհրաժեշտ և ստացած ֆինանսական, տեխնոլոգիաների փոխանցման և կարողությունների ձևավորման շուրջ աջակցության վերաբերյալ՝ համաձայն Հոդվածներ 9-ի, 10-ի և 11-ի:

11. Սույն Հոդվածի 7-րդ և 9-րդ պարբերությունների համաձայն Կողմերից յուրաքանչյուրի կողմից ներկայացված տեղեկությունները ենթարկվում են տեխնիկական փորձագետների վերանայմանը՝ 1/CP.21 որոշմանը համապատասխան: Այն զարգացող երկիր Կողմերի դեպքում, որոնց դա անհրաժեշտ է իրենց կարողությունների լուսի ներքո, վերանայման գործընթացը ներառում է օժանդակություն՝ կարողությունների ձևավորման կարիքները բացահայտելու համար: Ավելին, Կողմերից յուրաքանչյուրը մասնակցում է առաջընթացի օժանդակող, բազմակողմ քննարկման, որը վերաբերում է Հոդված 9-ի շրջանակում ձեռնարկվող ջանքերին և, համապատասխանաբար, ազգային մակարդակում սահմանված իր ներդրումների իրականացմանն ու դրանց հասնելուն:

12. Սույն պարբերության համաձայն՝ տեխնիկական փորձագետների վերանայումը բաղկացած է տվյալ Կողմին մատուցված աջակցության և, ըստ անհրաժեշտության, ազգային մակարդակում սահմանված իր ներդրումների իրականացման և դրանց հասնելու դիտարկումից: Վերանայումը նաև սահմանում է տվյալ Կողմի համար բարելավման ենթակա ոլորտները և ներառում է սույն Հոդվածի 13-րդ պարբերության մեջ նշված պայմանների, ընթացակարգերի և ուղեցույցների հետ տեղեկությունների համապատասխանության ստուգումը՝ հաշվի առնելով սույն Հոդվածի 2-րդ պարբերության շրջանակում տվյալ Կողմին տրված ճկունությունը: Վերանայումը հատուկ ուշադրություն է դարձնում զարգացող երկիր Կողմերի համապատասխան ազգային կարողություններին ու պայմաններին:

13. Կողմերի Համաժողովը, որը հանդես է գալիս որպես սույն Համաձայնագրի Կողմերի խորհրդաժողով, իր առաջին նստաշրջանում, հենվելով Կոնվենցիայի համաձայն թափանցիկությանն առնչվող կարգավորումներից բխող փորձառության վրա և մանրամասն դիտարկելով սույն Հոդվածի դրույթները, ընդունում է ընդհանուր պայմաններ, ընթացակարգեր և ուղեցույցներ, ըստ անհրաժեշտության, գործողությունների և աջակցության թափանցիկության համար:

14. Սույն Հոդվածն իրականացնելու համար զարգացող երկրներին տրամադրվում է աջակցություն:



15. Աջակցություն տրամադրվում է նաև զարգացող երկիր Կողմերի՝ թափանցիկության հետ կապված կարողությունների ձևավորման համար՝ շարունակական հիմունքներով:

Հոդված 14

1. Կողմերի Համաժողովը, որը հանդես է գալիս որպես սույն Համաձայնագրի Կողմերի խորհրդաժողով, պարբերաբար ուսումնասիրում է սույն Համաձայնագրի իրականացումը՝ սույն Համաձայնագրի նպատակին հասնելուն ուղղված հավաքական առաջընթացը և նրա երկարաժամկետ նպատակները գնահատելու համար (նշվում է որպես «գլոբալ գույքագրում»): Նա դա կատարում է համապարփակ և օժանդակող կերպով՝ հաշվի առնելով հետևանքների մեղմումը, հարմարվողականությունը և իրականացման ու աջակցության միջոցները, և արդարության ու առկա լավագույն գիտության լույսի ներքո:

2. Կողմերի Համաժողովը, որը հանդես է գալիս որպես սույն Համաձայնագրի Կողմերի խորհրդաժողով, իր առաջին գույքագրումը ձեռնարկում է 2023 թվականին և դրանից հետո յուրաքանչյուր հինգ տարին մեկ, քանի դեռ այլ բան չի որոշվել Կողմերի Համաժողովի կողմից, որը հանդես է գալիս որպես սույն Համաձայնագրի Կողմերի խորհրդաժողով:

3. Գլոբալ գույքագրման արդյունքը, ազգային մակարդակում սահմանված կարգով, Կողմերի համար տեղեկատվական հենք է ապահովում իրենց գործողություններն ու աջակցությունը թարմացնելու և բարելավելու համար՝ սույն Համաձայնագրի վերաբերելի դրույթներին համապատասխան, ինչպես նաև կլիմային ուղղված գործողության համար միջազգային համագործակցությունը խորացնելու համար:

Հոդված 15

1. Սույնով սահմանվում է սույն Համաձայնագրի դրույթների իրականացումը հեշտացնելու և այդ դրույթների հետ համապատասխանությունը խթանելու մեխանիզմ:

2. Սույն Հոդվածի 1-ին պարբերության մեջ նշված մեխանիզմը բաղկացած է մի կոմիտեից, որը կազմված է փորձագետներից և իր բնույթով և գործառույթով օժանդակող է այնպես, որ թափանցիկ է, ոչ մրցակցային և ոչ պատժիչ: Կոմիտեն հատուկ ուշադրություն է դարձնում Կողմերի համապատասխան ազգային կարողություններին ու պայմաններին:



3. Կոմիտեն գործում է ըստ այն պայմանների ու ընթացակարգերի, որոնք ընդունվել են Կողմերի Զամաժողովի կողմից, որը հանդես է գալիս որպես սույն Զամաժայնագրի Կողմերի խորհրդաժողով, իր առաջին նստաշրջանում, և տարեկան կտրվածքով զեկուցում է Կողմերի Զամաժողովին, որը հանդես է գալիս որպես սույն Զամաժայնագրի Կողմերի խորհրդաժողով:

Հոդված 16

1. Կողմերի Զամաժողովը, որը Կոնվենցիայի գերագույն մարմինն է, հանդես է գալիս որպես սույն Զամաժայնագրի Կողմերի խորհրդաժողով:

2. Կոնվենցիայի Կողմերը, որոնք սույն Զամաժայնագրի Կողմեր չեն, կարող են որպես դիտորդ մասնակցել Կողմերի Զամաժողովի ցանկացած նստաշրջանի աշխատանքներին, որը հանդես է գալիս որպես սույն Զամաժայնագրի Կողմերի խորհրդաժողով: Այն դեպքում, երբ Կողմերի Զամաժողովը հանդես է գալիս որպես սույն Զամաժայնագրի Կողմերի խորհրդաժողով, սույն Զամաժայնագրի շրջանակում որոշումներն ընդունվում են միայն նրանց կողմից, որոնք սույն Զամաժայնագրի Կողմ են:

3. Այն դեպքում, երբ Կողմերի Զամաժողովը հանդես է գալիս որպես սույն Զամաժայնագրի Կողմերի խորհրդաժողով, Կողմերի Զամաժողովի բյուրոյի ցանկացած անդամ, որը ներկայացնում է Կոնվենցիայի Կողմ, սակայն այդ ժամանակ սույն Զամաժայնագրի Կողմ չէ, փոխարինվում է լրացուցիչ անդամով, որն ընտրվելու է սույն Զամաժայնագրի Կողմերի կողմից և նրանց շարքերից:

4. Կողմերի Զամաժողովը, որը հանդես է գալիս որպես սույն Զամաժայնագրի Կողմերի խորհրդաժողով, կանոնավորապես վերանայում է սույն Զամաժայնագրի իրականացման ընթացքը և, իր մանդատի շրջանակներում, ընդունում է որոշումներ, որոնք անհրաժեշտ են նրա արդյունավետ իրականացմանը նպաստելու համար: Այն կատարում է սույն Զամաժայնագրով իրեն վերապահված գործառնությունները և.

(ա) Ստեղծում է այնպիսի օժանդակ մարմիններ, որոնք անհրաժեշտ են համարվում սույն Զամաժայնագրի իրականացման համար, և

(բ) Կատարում է այնպիսի այլ գործառնություններ, որոնք կարող են պահանջվել սույն Զամաժայնագրի իրականացման համար:

5. Կողմերի Զամաժողովի ընթացակարգի կանոնները և Կոնվենցիայի շրջանակում կիրառվող ֆինանսական ընթացակարգերը կիրառվում են համապատասխան փոփոխություններով (*mutatis mutandis*)՝ համաձայն սույն Զամաժայնագրի, բացառությամբ երբ կարող է համաձայնությամբ այլ կերպ որոշվել Կող-



մերի Համաժողովի կողմից, որը հանդես է գալիս որպես սույն Համաձայնագրի Կողմերի խորհրդաժողով:

6. Կողմերի Համաժողովի առաջին նստաշրջանը, որը հանդես է գալիս որպես սույն Համաձայնագրի Կողմերի խորհրդաժողով, գումարվում է քարտուղարության կողմից՝ Կողմերի Համաժողովի առաջին նստաշրջանի հետ համատեղ, որը նախատեսվում է սույն Համաձայնագիրն ուժի մեջ մտնելու օրվանից հետո: Կողմերի Համաժողովի, որը հանդես է գալիս որպես սույն Համաձայնագրի Կողմերի խորհրդաժողով, հերթական սովորական նիստերն անց են կացվում Կողմերի Համաժողովի սովորական նստաշրջանների հետ համատեղ, քանի դեռ այլ բան չի որոշվել Կողմերի Համաժողովի կողմից, որը հանդես է գալիս որպես սույն Համաձայնագրի Կողմերի խորհրդաժողով:

7. Կողմերի Համաժողովի, որը հանդես է գալիս որպես սույն Համաձայնագրի Կողմերի խորհրդաժողով, արտահերթ նիստերն անց են կացվում այնպիսի այլ ժամանակ, որը կարող է անհրաժեշտ համարվել Կողմերի Համաժողովի կողմից, որը հանդես է գալիս որպես սույն Համաձայնագրի Կողմերի խորհրդաժողով, կամ Կողմերից որևէ մեկի գրավոր խնդրանքով, պայմանով, որ խնդրագիրը քարտուղարության կողմից Կողմերին ներկայացնելուց հետո վեց ամսվա ընթացքում այն ստանա Կողմերի առնվազն մեկ երրորդի աջակցությունը:

8. Միավորված ազգերի կազմակերպությունը և նրա մասնագիտացված գործակալություններն ու Ատոմային էներգիայի միջազգային գործակալությունը, ինչպես նաև նրա ցանկացած անդամ պետություն կամ նրա դիտորդ, որը Կոնվենցիայի կողմ չէ, կարող է ներկայացված լինել որպես սույն Համաձայնագրի Կողմերի խորհրդաժողով հանդես եկող Կողմերի Համաժողովի նիստերին՝ որպես դիտորդ: Ցանկացած մարմին կամ գործակալություն, լինի ազգային կամ միջազգային, կառավարական կամ ոչ կառավարական, որը որակավորված է սույն Համաձայնագրում արժարժված հարցերի շուրջ և որը քարտուղարությանը տեղեկացրել է որպես սույն Համաձայնագրի Կողմերի խորհրդաժողով հանդես եկող Կողմերի Համաժողովի նիստին որպես դիտորդ ներկայացվելու իր ցանկության մասին, կարող է ընդունվել որպես այդպիսին, եթե ներկա գտնվող Կողմերի առնվազն մեկ երրորդը չի առարկում: Դիտորդների ընդունումն ու մասնակցությունը ենթակա է սույն Հոդվածի 5-րդ պարբերության մեջ նշված ընթացակարգի կանոններին:

Հոդված 17

1. Քարտուղարությունը, որը ստեղծվել է Կոնվենցիայի Հոդված 8-ով, հանդես է գալիս որպես սույն Համաձայնագրի քարտուղարություն:



2. Կոնվենցիայի Հոդված 8-ի 2-րդ պարբերությունը՝ քարտուղարության գործառույթների վերաբերյալ, և Կոնվենցիայի Հոդված 8-ի 3-րդ պարբերությունը՝ կարգավորումների վերաբերյալ, որոնք սահմանվել են քարտուղարության աշխատանքի համար, կիրառվում են սույն Համաձայնագրի նկատմամբ համապատասխան փոփոխություններով (*mutatis mutandis*): Ավելին, քարտուղարությունը կատարում է սույն Համաձայնագրով և որպես սույն Համաձայնագրի Կողմերի խորհրդաժողով ճանաչվող Կողմերի Համաժողովի արդյունքում իրեն վերապահված գործառույթները:

Հոդված 18

1. Գիտական ու տեխնոլոգիական հարցերով խորհրդատվության օժանդակ մարմինը և Իրականացման հարցերով օժանդակ մարմինը, որոնք ստեղծվել են Կոնվենցիայի Հոդվածներ 9-ով և 10-ով, հանդես են գալիս համապատասխանաբար որպես սույն Համաձայնագրի Գիտական ու տեխնոլոգիական հարցերով խորհրդատվության օժանդակ մարմին և Իրականացման հարցերով օժանդակ մարմին: Կոնվենցիայի դրույթները, որոնք վերաբերում են այս երկու մարմինների աշխատանքին, կիրառվում են սույն Համաձայնագրի նկատմամբ համապատասխան փոփոխություններով (*mutatis mutandis*): Սույն Համաձայնագրի Գիտական ու տեխնոլոգիական հարցերով խորհրդատվության օժանդակ մարմնի և Իրականացման հարցերով օժանդակ մարմնի նիստերը անց են կացվում համապատասխանաբար Կոնվենցիայի Գիտական ու տեխնոլոգիական հարցերով խորհրդատվության օժանդակ մարմնի և Իրականացման հարցերով օժանդակ մարմնի խորհրդաժողովների հետ մեկտեղ:

2. Կոնվենցիայի Կողմերը, որոնք սույն Համաձայնագրի Կողմեր չեն, կարող են մասնակցել օժանդակ մարմինների ցանկացած նստաշրջանի աշխատանքներին՝ որպես դիտորդ: Այն դեպքում, երբ օժանդակ մարմինները հանդես են գալիս որպես սույն Համաձայնագրի օժանդակ մարմիններ, սույն Համաձայնագրի շրջանակում որոշումներն ընդունվում են միայն նրանց կողմից, որոնք սույն Համաձայնագրի Կողմ են:

3. Այն դեպքում, երբ Կոնվենցիայի Հոդվածներ 9-ով և 10-ով ստեղծված օժանդակ մարմինները իրականացնում են սույն Համաձայնագրի հետ առնչվող հարցերի հետ կապված իրենց գործառույթները, այս օժանդակ մարմինների բյուրոների ցանկացած անդամ, որը ներկայացնում է Կոնվենցիայի Կողմ, սա-



կայն այդ ժամանակ սույն Համաձայնագրի Կողմ չէ, փոխարինվում է լրացուցիչ անդամով, որն ընտրվելու է սույն Համաձայնագրի Կողմերի կողմից և նրանց շարքերից:

Հոդված 19

1. Օժանդակ մարմինները կամ այլ ինստիտուցիոնալ կարգավորումները, որոնք ստեղծվել են Կոնվենցիայի կողմից կամ նրա շրջանակում, բացառությամբ նրանց, որոնց մասին նշված է սույն Համաձայնագրում, ծառայում են սույն Համաձայնագրին՝ Կողմերի Համաժողովի որոշման համաձայն, որը հանդես է գալիս որպես սույն Համաձայնագրի Կողմերի խորհրդաժողով: Կողմերի Համաժողովը, որը հանդես է գալիս որպես սույն Համաձայնագրի Կողմերի խորհրդաժողով, հստակ սահմանում է այն գործառույթները, որոնք իրականացվելու են այդ օժանդակ մարմինների կամ կարգավորումների կողմից:

2. Կողմերի Համաժողովը, որը հանդես է գալիս որպես սույն Համաձայնագրի Կողմերի խորհրդաժողով, կարող է հետագա ուղղորդում ապահովել այդ օժանդակ մարմինների և ինստիտուցիոնալ կարգավորումների համար:

Հոդված 20

1. Սույն Համաձայնագիրը բաց է ստորագրության համար և ենթակա է վավերացման, ընդունման կամ հաստատման Կոնվենցիայի Կողմ պետությունների և տնտեսական ինտեգրման տարածաշրջանային կազմակերպությունների կողմից: Այն բաց է ստորագրության համար Նյու Յորքում Միավորված ազգերի կազմակերպության կենտրոնակայանում, 2016 թվականի ապրիլի 22-ից մինչև 2017 թվականի ապրիլի 21-ը: Այնուհետև սույն Համաձայնագիրը բաց է միանալու համար՝ այն ստորագրության համար փակվելու օրվան հաջորդող օրվանից սկսած: Վավերացման, ընդունման, հաստատման կամ միացման մասին փաստաթղթերը ի պահ են տրվում Դեպոզիտարիային:

2. Տնտեսական ինտեգրման ցանկացած տարածաշրջանային կազմակերպություն, որը դառնում է սույն Համաձայնագրի Կողմ՝ առանց իր անդամ պետությունները դրա Կողմ լինելու, ստանձնում են սույն Համաձայնագրի համաձայն բոլոր պարտավորությունների կատարումը: Տնտեսական ինտեգրման տարածաշրջանային կազմակերպությունների դեպքում, որոնց մեկ կամ ավելի անդամ պետությունները սույն Համաձայնագրի Կողմ են, կազմակերպությունը



և նրա անդամ պետությունները որոշում են իրենց համապատասխան պարտականությունները՝ սույն Համաձայնագրի շրջանակում իրենց պարտավորությունները կատարելու համար: Նման դեպքերում կազմակերպությունը և անդամ պետությունները իրավունք չունեն միաժամանակ իրականացնել սույն Համաձայնագրով սահմանված իրավունքները:

3. Վավերացման, ընդունման, հաստատման կամ միացման մասին իրենց փաստաթղթերում տնտեսական ինտեգրման տարածաշրջանային կազմակերպությունները հայտարարում են սույն Համաձայնագրով կարգավորվող հարցերի առնչությամբ իրենց իրավասությունների սահմանների մասին: Այս կազմակերպություններն իրենց իրավասությունների սահմաններում ցանկացած եական փոփոխության մասին տեղեկացնում են նաև Դեպոզիտարիային, որն էլ իր հերթին այդ մասին տեղեկացնում է Կողմերին:

Հոդված 21

1. Սույն Համաձայնագիրն ուժի մեջ է մտնում այն օրվան հաջորդող երեսուներորդ օրը, երբ Կոնվենցիայի առնվազն 55 Կողմ, որոնք ընդհանուր առմամբ կազմում են ջերմոցային գազերի ընդհանուր համաշխարհային արտանետումների մոտավորապես առնվազն 55 տոկոսը, ի պահ են տալիս վավերացման, ընդունման, հաստատման կամ միացման մասին իրենց փաստաթղթերը:

2. Բացառապես սույն Հոդվածի 1-ին պարբերության սահմանափակ նպատակի համար «ջերմոցային գազերի ընդհանուր համաշխարհային արտանետումներ» նշանակում է Կոնվենցիայի Կողմերի կողմից սույն Համաձայնագրի ընդունման օրը կամ դրանից առաջ քանակության վերաբերյալ հաղորդած ամենաթարմ տվյալը:

3. Յուրաքանչյուր պետության կամ տնտեսական ինտեգրման տարածաշրջանային կազմակերպության համար, որը վավերացնում, ընդունում կամ հաստատում է սույն Համաձայնագիրը կամ նրան է միանում այն ուժի մեջ մտնելու համար սույն Հոդվածի 1-ին պարբերության մեջ նախատեսված պայմանները կատարելուց հետո, սույն Համաձայնագիրն ուժի մեջ է մտնում այն օրվան հաջորդող երեսուներորդ օրը, երբ տվյալ պետությունը կամ տնտեսական ինտեգրման տարածաշրջանային կազմակերպությունները ի պահ են տալիս վավերացման, ընդունման, հաստատման կամ միացման մասին իրենց փաստաթղթերը:

4. Սույն Հոդվածի 1-ի պարբերության նպատակների համար տնտեսական ին-



տեգրման տարածաշրջանային կազմակերպության կողմից ի պահ տրված ցանկացած փաստաթուղթ չի համարվում որպես լրացում նրանց, որոնք ի պահ են տրվել իր անդամ պետությունների կողմից:

Հոդված 22

Կոնվենցիայի լրացումների և փոփոխությունների ընդունման մասին Կոնվենցիայի Հոդված 15-ի դրույթները կիրառվում են սույն Համաձայնագրի նկատմամբ համապատասխան փոփոխություններով (*mutatis mutandis*):

Հոդված 23

1. Կոնվենցիայի հավելվածների լրացումների և փոփոխությունների ընդունման մասին Կոնվենցիայի Հոդված 16-ի դրույթները կիրառվում են սույն Համաձայնագրի նկատմամբ համապատասխան փոփոխություններով (*mutatis mutandis*):

2. Սույն Համաձայնագրի հավելվածները դրա անքակտելի մաս են կազմում և, եթե այլ բան ուղղակիորեն նախատեսված չէ, սույն Համաձայնագրին կատարվող հղումը միևնույն ժամանակ հանդիսանում է նրա ցանկացած հավելվածին կատարվող հղում: Այդ հավելվածները սահմանափակվում են ցանկերով, ձևաթղթերով և նկարագրական բնույթի ցանկացած այլ նյութով, որոնք ունեն գիտական, տեխնիկական, ընթացակարգային կամ վարչական բնույթ:

Հոդված 24

Վեճերի կարգավորման մասին Կոնվենցիայի Հոդված 14-ի դրույթները կիրառվում են սույն Համաձայնագրի նկատմամբ համապատասխան փոփոխություններով (*mutatis mutandis*):

Հոդված 25

1. Կողմերից յուրաքանչյուրն ունի մեկ ձայնի իրավունք՝ բացառությամբ ինչպես նախատեսված է սույն Հոդվածի 2-րդ պարբերությամբ:

2. Տնտեսական ինտեգրման տարածաշրջանային կազմակերպություններն իրենց իրավասությունների սահմաններում գտնվող հարցերի առնչությամբ



իրացնում են քվեարկելու իրենց իրավունքը՝ մի շարք ձայների իրավունքով, որը հավասար է սույն Համաձայնագրի Կողմ հանդիսացող իրենց անդամ պետությունների թվին: Այդ կազմակերպությունը չի իրացնում քվեարկելու իր իրավունքը, եթե իր անդամ պետություններից մեկը իրացնում է իր այդ իրավունքը և հակառակը:

Հոդված 26

ՄԱԿ-ի Գլխավոր քարտուղարը սույն Համաձայնագրի պահառուն է (դեպոզիտար):

Հոդված 27

Սույն Համաձայնագրի նկատմամբ ոչ մի վերապահում չի կարող կատարվել:

Հոդված 28

1. Որևէ Կողմի համար սույն Համաձայնագիրը ուժի մեջ մտնելու օրվանից երեք ամիս հետո ցանկացած ժամանակ տվյալ Կողմը կարող է դուրս գալ սույն Համաձայնագրից՝ Դեպոզիտարիային ներկայացնելով գրավոր ծանուցում:

2. Նման ցանկացած դադարեցում ուժի մեջ է մտնում դուրս գալու մասին ծանուցագիրը Դեպոզիտարիայի կողմից ստանալուց հետո մեկամյա ժամկետը լրանալուն պես կամ ավելի ուշ, ինչպես կարող է նշված լինել դուրս գալու մասին ծանուցագրում:

3. Ցանկացած Կողմ, որը դուրս է գալիս Կոնվենցիայի կազմից, համարվում է, որ դուրս է գալիս նաև սույն Համաձայնագրից:

Հոդված 29

Սույն Համաձայնագրի բնօրինակը, որի արաբերեն, չինարեն, անգլերեն, ֆրանսերեն, ռուսերեն և իսպաներեն տեքստերը հավասարապես իսկական են, ի պահ են տրվում ՄԱԿ-ի Գլխավոր քարտուղարին:

ԿՆՔՎԵԼ Է Փարիզում, երկու հազար տասնհինգ թվականի դեկտեմբեր ամսվա այս տասներկուերորդ օրը:

Ի ՀԱՍՏԱՏՈՒՄ ՈՐԻ, ներքոստորագրյալները, որոնք ըստ պատշաճի ունեն դրա լիազորությունը, ստորագրել են սույն Համաձայնագիրը:





PARIS 2015
UN CLIMATE CHANGE CONFERENCE
COP21.CMP11

ACCORD DE PARIS



Paris Agreement

The Parties to this Agreement,

Being Parties to the United Nations Framework Convention on Climate Change, hereinafter referred to as “the Convention”,

Pursuant to the Durban Platform for Enhanced Action established by decision 1/CP.17 of the Conference of the Parties to the Convention at its seventeenth session,

In pursuit of the objective of the Convention, and being guided by its principles, including the principle of equity and common but differentiated responsibilities and respective capabilities, in the light of different national circumstances,

Recognizing the need for an effective and progressive response to the urgent threat of climate change on the basis of the best available scientific knowledge,

Also recognizing the specific needs and special circumstances of developing country Parties, especially those that are particularly vulnerable to the adverse effects of climate change, as provided for in the Convention,

Taking full account of the specific needs and special situations of the least developed countries with regard to funding and transfer of technology,

Recognizing that Parties may be affected not only by climate change, but also by the impacts of the measures taken in response to it,

Emphasizing the intrinsic relationship that climate change actions, responses and impacts have with equitable access to sustainable development and eradication of poverty,

Recognizing the fundamental priority of safeguarding food security and ending hunger, and the particular vulnerabilities of food production systems to the adverse impacts of climate change,

Taking into account the imperatives of a just transition of the workforce and the creation of decent work and quality jobs in accordance with nationally defined development priorities,

Acknowledging that climate change is a common concern of humankind, Parties should, when taking action to address climate change, respect, promote and consider their respective obligations on human rights, the right to health, the rights of indigenous peoples, local communities, migrants, children, persons with disabilities and people in vulnerable situations and the right to development, as well as gender equality, empowerment of women and intergenerational equity,

Recognizing the importance of the conservation and enhancement, as appropriate, of sinks and reservoirs of the greenhouse gases referred to in the Convention,

Noting the importance of ensuring the integrity of all ecosystems, including





oceans, and the protection of biodiversity, recognized by some cultures as Mother Earth, and noting the importance for some of the concept of “climate justice”, when taking action to address climate change,

Affirming the importance of education, training, public awareness, public participation, public access to information and cooperation at all levels on the matters addressed in this Agreement,

Recognizing the importance of the engagements of all levels of government and various actors, in accordance with respective national legislations of Parties, in addressing climate change,

Also recognizing that sustainable lifestyles and sustainable patterns of consumption and production, with developed country Parties taking the lead, play an important role in addressing climate change,

Have agreed as follows:

Article 1

For the purpose of this Agreement, the definitions contained in Article 1 of the Convention shall apply. In addition:

(a) “Convention” means the United Nations Framework Convention on Climate Change, adopted in New York on 9 May 1992;

(b) “Conference of the Parties” means the Conference of the Parties to the Convention;

(c) “Party” means a Party to this Agreement.

Article 2

1. This Agreement, in enhancing the implementation of the Convention, including its objective, aims to strengthen the global response to the threat of climate change, in the context of sustainable development and efforts to eradicate poverty, including by:

(a) Holding the increase in the global average temperature to well below 2°C above pre-industrial levels and pursuing efforts to limit the temperature increase to 1.5°C above pre-industrial levels, recognizing that this would significantly reduce the risks and impacts of climate change;

(b) Increasing the ability to adapt to the adverse impacts of climate change and foster climate resilience and low greenhouse gas emissions development, in a manner that does not threaten food production; and

(c) Making finance flows consistent with a pathway towards low greenhouse gas emissions and climate-resilient development.





2. This Agreement will be implemented to reflect equity and the principle of common but differentiated responsibilities and respective capabilities, in the light of different national circumstances.

Article 3

As nationally determined contributions to the global response to climate change, all Parties are to undertake and communicate ambitious efforts as defined in Articles 4, 7, 9, 10, 11 and 13 with the view to achieving the purpose of this Agreement as set out in Article 2. The efforts of all Parties will represent a progression over time, while recognizing the need to support developing country Parties for the effective implementation of this Agreement.

Article 4

1. In order to achieve the long-term temperature goal set out in Article 2, Parties aim to reach global peaking of greenhouse gas emissions as soon as possible, recognizing that peaking will take longer for developing country Parties, and to undertake rapid reductions thereafter in accordance with best available science, so as to achieve a balance between anthropogenic emissions by sources and removals by sinks of greenhouse gases in the second half of this century, on the basis of equity, and in the context of sustainable development and efforts to eradicate poverty.

2. Each Party shall prepare, communicate and maintain successive nationally determined contributions that it intends to achieve. Parties shall pursue domestic mitigation measures, with the aim of achieving the objectives of such contributions.

3. Each Party's successive nationally determined contribution will represent a progression beyond the Party's then current nationally determined contribution and reflect its highest possible ambition, reflecting its common but differentiated responsibilities and respective capabilities, in the light of different national circumstances.

4. Developed country Parties should continue taking the lead by undertaking economy-wide absolute emission reduction targets. Developing country Parties should continue enhancing their mitigation efforts, and are encouraged to move over time towards economy-wide emission reduction or limitation targets in the light of different national circumstances.

5. Support shall be provided to developing country Parties for the implementation of this Article, in accordance with Articles 9, 10 and 11, recognizing that





enhanced support for developing country Parties will allow for higher ambition in their actions.

6. The least developed countries and small island developing States may prepare and communicate strategies, plans and actions for low greenhouse gas emissions development reflecting their special circumstances.

7. Mitigation co-benefits resulting from Parties' adaptation actions and/or economic diversification plans can contribute to mitigation outcomes under this Article.

8. In communicating their nationally determined contributions, all Parties shall provide the information necessary for clarity, transparency and understanding in accordance with decision 1/CP.21 and any relevant decisions of the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to this Agreement.

9. Each Party shall communicate a nationally determined contribution every five years in accordance with decision 1/CP.21 and any relevant decisions of the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to this Agreement and be informed by the outcomes of the global stocktake referred to in Article 14.

10. The Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to this Agreement shall consider common time frames for nationally determined contributions at its first session.

11. A Party may at any time adjust its existing nationally determined contribution with a view to enhancing its level of ambition, in accordance with guidance adopted by the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to this Agreement.

12. Nationally determined contributions communicated by Parties shall be recorded in a public registry maintained by the secretariat.

13. Parties shall account for their nationally determined contributions. In accounting for anthropogenic emissions and removals corresponding to their nationally determined contributions, Parties shall promote environmental integrity, transparency, accuracy, completeness, comparability and consistency, and ensure the avoidance of double counting, in accordance with guidance adopted by the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to this Agreement.

14. In the context of their nationally determined contributions, when recognizing and implementing mitigation actions with respect to anthropogenic emissions and removals, Parties should take into account, as appropriate, existing methods and guidance under the Convention, in the light of the provisions of paragraph 13 of this Article.

15. Parties shall take into consideration in the implementation of this Agreement the concerns of Parties with economies most affected by the impacts of response measures, particularly developing country Parties.





16. Parties, including regional economic integration organizations and their member States, that have reached an agreement to act jointly under paragraph 2 of this Article shall notify the secretariat of the terms of that agreement, including the emission level allocated to each Party within the relevant time period, when they communicate their nationally determined contributions. The secretariat shall in turn inform the Parties and signatories to the Convention of the terms of that agreement.

17. Each party to such an agreement shall be responsible for its emission level as set out in the agreement referred to in paragraph 16 of this Article in accordance with paragraphs 13 and 14 of this Article and Articles 13 and 15.

18. If Parties acting jointly do so in the framework of, and together with, a regional economic integration organization which is itself a Party to this Agreement, each member State of that regional economic integration organization individually, and together with the regional economic integration organization, shall be responsible for its emission level as set out in the agreement communicated under paragraph 16 of this Article in accordance with paragraphs 13 and 14 of this Article and Articles 13 and 15.

19. All Parties should strive to formulate and communicate long-term low greenhouse gas emission development strategies, mindful of Article 2 taking into account their common but differentiated responsibilities and respective capabilities, in the light of different national circumstances.

Article 5

1. Parties should take action to conserve and enhance, as appropriate, sinks and reservoirs of greenhouse gases as referred to in Article 4, paragraph 1(d), of the Convention, including forests.

2. Parties are encouraged to take action to implement and support, including through results-based payments, the existing framework as set out in related guidance and decisions already agreed under the Convention for: policy approaches and positive incentives for activities relating to reducing emissions from deforestation and forest degradation, and the role of conservation, sustainable management of forests and enhancement of forest carbon stocks in developing countries; and alternative policy approaches, such as joint mitigation and adaptation approaches for the integral and sustainable management of forests, while reaffirming the importance of incentivizing, as appropriate, non-carbon benefits associated with such approaches.

Article 6





1. Parties recognize that some Parties choose to pursue voluntary cooperation in the implementation of their nationally determined contributions to allow for higher ambition in their mitigation and adaptation actions and to promote sustainable development and environmental integrity.

2. Parties shall, where engaging on a voluntary basis in cooperative approaches that involve the use of internationally transferred mitigation outcomes towards nationally determined contributions, promote sustainable development and ensure environmental integrity and transparency, including in governance, and shall apply robust accounting to ensure, inter alia, the avoidance of double counting, consistent with guidance adopted by the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to this Agreement.

3. The use of internationally transferred mitigation outcomes to achieve nationally determined contributions under this Agreement shall be voluntary and authorized by participating Parties.

4. A mechanism to contribute to the mitigation of greenhouse gas emissions and support sustainable development is hereby established under the authority and guidance of the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to this Agreement for use by Parties on a voluntary basis. It shall be supervised by a body designated by the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to this Agreement, and shall aim:

(a) To promote the mitigation of greenhouse gas emissions while fostering sustainable development;

(b) To incentivize and facilitate participation in the mitigation of greenhouse gas emissions by public and private entities authorized by a Party;

(c) To contribute to the reduction of emission levels in the host Party, which will benefit from mitigation activities resulting in emission reductions that can also be used by another Party to fulfil its nationally determined contribution; and

(d) To deliver an overall mitigation in global emissions.

5. Emission reductions resulting from the mechanism referred to in paragraph 4 of this Article shall not be used to demonstrate achievement of the host Party's nationally determined contribution if used by another Party to demonstrate achievement of its nationally determined contribution.

6. The Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to this Agreement shall ensure that a share of the proceeds from activities under the mechanism referred to in paragraph 4 of this Article is used to cover administrative expenses as well as to assist developing country Parties that are particularly vulnerable to the adverse effects of climate change to meet the costs of adaptation.





7. The Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to this Agreement shall adopt rules, modalities and procedures for the mechanism referred to in paragraph 4 of this Article at its first session.

8. Parties recognize the importance of integrated, holistic and balanced non-market approaches being available to Parties to assist in the implementation of their nationally determined contributions, in the context of sustainable development and poverty eradication, in a coordinated and effective manner, including through, inter alia, mitigation, adaptation, finance, technology transfer and capacity-building, as appropriate. These approaches shall aim to:

- (a) Promote mitigation and adaptation ambition;
- (b) Enhance public and private sector participation in the implementation of nationally determined contributions; and
- (c) Enable opportunities for coordination across instruments and relevant institutional arrangements.

9. A framework for non-market approaches to sustainable development is hereby defined to promote the non-market approaches referred to in paragraph 8 of this Article.

Article 7

1. Parties hereby establish the global goal on adaptation of enhancing adaptive capacity, strengthening resilience and reducing vulnerability to climate change, with a view to contributing to sustainable development and ensuring an adequate adaptation response in the context of the temperature goal referred to in Article 2.

2. Parties recognize that adaptation is a global challenge faced by all with local, subnational, national, regional and international dimensions, and that it is a key component of and makes a contribution to the long-term global response to climate change to protect people, livelihoods and ecosystems, taking into account the urgent and immediate needs of those developing country Parties that are particularly vulnerable to the adverse effects of climate change.

3. The adaptation efforts of developing country Parties shall be recognized, in accordance with the modalities to be adopted by the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to this Agreement at its first session.

4. Parties recognize that the current need for adaptation is significant and that greater levels of mitigation can reduce the need for additional adaptation efforts, and that greater adaptation needs can involve greater adaptation costs.

5. Parties acknowledge that adaptation action should follow a country-driven, gender-responsive, participatory and fully transparent approach, taking into consideration vulnerable groups, communities and ecosystems, and should be based





on and guided by the best available science and, as appropriate, traditional knowledge, knowledge of indigenous peoples and local knowledge systems, with a view to integrating adaptation into relevant socioeconomic and environmental policies and actions, where appropriate.

6. Parties recognize the importance of support for and international cooperation on adaptation efforts and the importance of taking into account the needs of developing country Parties, especially those that are particularly vulnerable to the adverse effects of climate change.

7. Parties should strengthen their cooperation on enhancing action on adaptation, taking into account the Cancun Adaptation Framework, including with regard to:

(a) Sharing information, good practices, experiences and lessons learned, including, as appropriate, as these relate to science, planning, policies and implementation in relation to adaptation actions;

(b) Strengthening institutional arrangements, including those under the Convention that serve this Agreement, to support the synthesis of relevant information and knowledge, and the provision of technical support and guidance to Parties;

(c) Strengthening scientific knowledge on climate, including research, systematic observation of the climate system and early warning systems, in a manner that informs climate services and supports decision-making;

(d) Assisting developing country Parties in identifying effective adaptation practices, adaptation needs, priorities, support provided and received for adaptation actions and efforts, and challenges and gaps, in a manner consistent with encouraging good practices; and

(e) Improving the effectiveness and durability of adaptation actions.

8. United Nations specialized organizations and agencies are encouraged to support the efforts of Parties to implement the actions referred to in paragraph 7 of this Article, taking into account the provisions of paragraph 5 of this Article.

9. Each Party shall, as appropriate, engage in adaptation planning processes and the implementation of actions, including the development or enhancement of relevant plans, policies and/or contributions, which may include:

(a) The implementation of adaptation actions, undertakings and/or efforts;

(b) The process to formulate and implement national adaptation plans;

(c) The assessment of climate change impacts and vulnerability, with a view to formulating nationally determined prioritized actions, taking into account vulnerable people, places and ecosystems;

(d) Monitoring and evaluating and learning from adaptation plans, policies, programmes and actions; and



(e) Building the resilience of socioeconomic and ecological systems, including through economic diversification and sustainable management of natural resources.

10. Each Party should, as appropriate, submit and update periodically an adaptation communication, which may include its priorities, implementation and support needs, plans and actions, without creating any additional burden for developing country Parties.

11. The adaptation communication referred to in paragraph 10 of this Article shall be, as appropriate, submitted and updated periodically, as a component of or in conjunction with other communications or documents, including a national adaptation plan, a nationally determined contribution as referred to in Article 4, paragraph 2, and/or a national communication.

12. The adaptation communications referred to in paragraph 10 of this Article shall be recorded in a public registry maintained by the secretariat.

13. Continuous and enhanced international support shall be provided to developing country Parties for the implementation of paragraphs 7, 9, 10 and 11 of this Article, in accordance with the provisions of Articles 9, 10 and 11.

14. The global stocktake referred to in Article 14 shall, inter alia:

- (a) Recognize adaptation efforts of developing country Parties;
- (b) Enhance the implementation of adaptation action taking into account the adaptation communication referred to in paragraph 10 of this Article;
- (c) Review the adequacy and effectiveness of adaptation and support provided for adaptation; and
- (d) Review the overall progress made in achieving the global goal on adaptation referred to in paragraph 1 of this Article.

Article 8

1. Parties recognize the importance of averting, minimizing and addressing loss and damage associated with the adverse effects of climate change, including extreme weather events and slow onset events, and the role of sustainable development in reducing the risk of loss and damage.

2. The Warsaw International Mechanism for Loss and Damage associated with Climate Change Impacts shall be subject to the authority and guidance of the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to this Agreement and may be enhanced and strengthened, as determined by the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to this Agreement.

3. Parties should enhance understanding, action and support, including through the Warsaw International Mechanism, as appropriate, on a cooperative and facil-





itative basis with respect to loss and damage associated with the adverse effects of climate change.

4. Accordingly, areas of cooperation and facilitation to enhance understanding, action and support may include:

- (a) Early warning systems;
- (b) Emergency preparedness;
- (c) Slow onset events;
- (d) Events that may involve irreversible and permanent loss and damage;
- (e) Comprehensive risk assessment and management;
- (f) Risk insurance facilities, climate risk pooling and other insurance solutions;
- (g) Non-economic losses; and
- (h) Resilience of communities, livelihoods and ecosystems.

5. The Warsaw International Mechanism shall collaborate with existing bodies and expert groups under the Agreement, as well as relevant organizations and expert bodies outside the Agreement.

Article 9

1. Developed country Parties shall provide financial resources to assist developing country Parties with respect to both mitigation and adaptation in continuation of their existing obligations under the Convention.

2. Other Parties are encouraged to provide or continue to provide such support voluntarily.

3. As part of a global effort, developed country Parties should continue to take the lead in mobilizing climate finance from a wide variety of sources, instruments and channels, noting the significant role of public funds, through a variety of actions, including supporting country-driven strategies, and taking into account the needs and priorities of developing country Parties. Such mobilization of climate finance should represent a progression beyond previous efforts.

4. The provision of scaled-up financial resources should aim to achieve a balance between adaptation and mitigation, taking into account country-driven strategies, and the priorities and needs of developing country Parties, especially those that are particularly vulnerable to the adverse effects of climate change and have significant capacity constraints, such as the least developed countries and small island developing States, considering the need for public and grant-based resources for adaptation.

5. Developed country Parties shall biennially communicate indicative quantitative and qualitative information related to paragraphs 1 and 3 of this Article, as applicable, including, as available, projected levels of public financial resources to





be provided to developing country Parties. Other Parties providing resources are encouraged to communicate biennially such information on a voluntary basis.

6. The global stocktake referred to in Article 14 shall take into account the relevant information provided by developed country Parties and/or Agreement bodies on efforts related to climate finance.

7. Developed country Parties shall provide transparent and consistent information on support for developing country Parties provided and mobilized through public interventions biennially in accordance with the modalities, procedures and guidelines to be adopted by the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to this Agreement, at its first session, as stipulated in Article 13, paragraph 13. Other Parties are encouraged to do so.

8. The Financial Mechanism of the Convention, including its operating entities, shall serve as the financial mechanism of this Agreement.

9. The institutions serving this Agreement, including the operating entities of the Financial Mechanism of the Convention, shall aim to ensure efficient access to financial resources through simplified approval procedures and enhanced readiness support for developing country Parties, in particular for the least developed countries and small island developing States, in the context of their national climate strategies and plans.

Article 10

1. Parties share a long-term vision on the importance of fully realizing technology development and transfer in order to improve resilience to climate change and to reduce greenhouse gas emissions.

2. Parties, noting the importance of technology for the implementation of mitigation and adaptation actions under this Agreement and recognizing existing technology deployment and dissemination efforts, shall strengthen cooperative action on technology development and transfer.

3. The Technology Mechanism established under the Convention shall serve this Agreement.

4. A technology framework is hereby established to provide overarching guidance to the work of the Technology Mechanism in promoting and facilitating enhanced action on technology development and transfer in order to support the implementation of this Agreement, in pursuit of the long-term vision referred to in paragraph 1 of this Article.

5. Accelerating, encouraging and enabling innovation is critical for an effective, long-term global response to climate change and promoting economic growth and sustainable development. Such effort shall be, as appropriate, supported, includ-





ing by the Technology Mechanism and, through financial means, by the Financial Mechanism of the Convention, for collaborative approaches to research and development, and facilitating access to technology, in particular for early stages of the technology cycle, to developing country Parties.

6. Support, including financial support, shall be provided to developing country Parties for the implementation of this Article, including for strengthening cooperative action on technology development and transfer at different stages of the technology cycle, with a view to achieving a balance between support for mitigation and adaptation. The global stocktake referred to in Article 14 shall take into account available information on efforts related to support on technology development and transfer for developing country Parties.

Article 11

1. Capacity-building under this Agreement should enhance the capacity and ability of developing country Parties, in particular countries with the least capacity, such as the least developed countries, and those that are particularly vulnerable to the adverse effects of climate change, such as small island developing States, to take effective climate change action, including, inter alia, to implement adaptation and mitigation actions, and should facilitate technology development, dissemination and deployment, access to climate finance, relevant aspects of education, training and public awareness, and the transparent, timely and accurate communication of information.

2. Capacity-building should be country-driven, based on and responsive to national needs, and foster country ownership of Parties, in particular, for developing country Parties, including at the national, subnational and local levels. Capacity-building should be guided by lessons learned, including those from capacity-building activities under the Convention, and should be an effective, iterative process that is participatory, cross-cutting and gender-responsive.

3. All Parties should cooperate to enhance the capacity of developing country Parties to implement this Agreement. Developed country Parties should enhance support for capacity-building actions in developing country Parties.

4. All Parties enhancing the capacity of developing country Parties to implement this Agreement, including through regional, bilateral and multilateral approaches, shall regularly communicate on these actions or measures on capacity-building. Developing country Parties should regularly communicate progress made on implementing capacity-building plans, policies, actions or measures to implement this Agreement.

5. Capacity-building activities shall be enhanced through appropriate institution-

